

EN PAGE 9 : CE QU'AUCUN JOURNAL N'A ENCORE PUBLIÉ

BOULEVERSEMENT PROFOND DANS LE P.C. BELGE



LA VÉRITÉ DES TRAVAILLEURS

PARAIT LE 20 DE CHAQUE MOIS

En vente dans les principaux kiosques

(gares, métro, grands boulevards)

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE SECTION FRANÇAISE DE LA 4^e INTERNATIONALE

Du PALAIS BOURBON au PALAIS du LUXEMBOURG

Les Américains veulent le réarmement de l'Allemagne et se passeront de votre permission, a dit Mendès-France en substance aux députés. Et ils ont voté les accords de Paris bien que les travailleurs et la très grande majorité des masses laborieuses du pays y soient hostiles, et sont en fait hostiles non à telle ou telle disposition d'un traité, mais à toute la politique atlantique, politique de réaction, de misère et de guerre.

Ce vote montre le caractère fallacieux de l'argument que les accords de Genève et le rejet de la C.E.D. avaient été obtenus « sous la pression des masses ». Cette pression n'a pas été moins grande au cours du mois de décembre dernier. Où était donc la différence ? A Genève, l'impérialisme français se présentait battu par le peuple vietnamien. La C.E.D. ne convenait pas, par certaines de ses dispositions à une partie du grand capital français.

Lorsque ce dernier s'est vu, en juin, dans une impasse par suite de la politique suivie depuis des années, il n'a pas hésité à changer d'orientation. Il avait un homme à sa disposition, Mendès-France. Celui-ci a pris son départ avec les encouragements, la confiance des élus des partis ouvriers, P.S. et P.C.F. Il faut le rappeler, même et surtout si la direction du P.C.F. veut aujourd'hui faire le silence à ce sujet.

Depuis lors, Mendès-France, malgré des conditions défavorables, n'a cessé de prendre des initiatives. Elles ne mèneront certainement pas le capitalisme français hors de la décomposition, elles

par **P. FRANK**

n'apporteront pas à celui-ci beaucoup plus qu'un répit pendant lequel se prolongera son agonie qui, pour le moment, se poursuit aux dépens des masses.

Mendès-France rencontre quelques difficultés de la part d'un Parlement où se manifestent, comme jamais dans l'histoire de la France depuis la 3^e République, les ambitions, vanités et ressentiments personnels, illustrant on ne peut mieux la décomposition de la bourgeoisie française. Les incidents du Palais-Bourbon ces votes qu'on rectifie, mettent en lumière combien cette décomposition est profonde ce qui devrait favoriser le triomphe de la volonté des masses populaires.

Mais le plus gros atout de Mendès-France et du capitalisme français à l'heure actuelle, c'est que les partis auxquels les masses, tout en ayant une attitude réservée à leur égard, restent attachées ne donnent aucune issue au mécontentement populaire et ainsi paralysent les masses.

La direction du P.S. de Guy Mollet tient à se montrer plus américaine et plus antisoviétique que quiconque. Le vote des accords de Paris dépendant des voix du groupe socialiste, elle n'a pas hésité à user pour une fois de la discipline au point de susciter une crise profonde jusque parmi les élus socialistes. Mais aucune tendance sérieuse ne s'est encore manifestée dans ce parti d'une part à cause de la faiblesse des éléments ouvriers dans le P.S., d'autre part à cause de la politique du P.C.

La direction du P.C. depuis des années a mobilisé les militants et les proches sympathisants contre la C.E.D. puis les accords de Paris autour de pétitions, démarches, délégations. La direction du P.C., en face d'une bourgeoisie en décomposition et d'un P.S. en crise, a détaché la question de la C.E.D., puis des accords de Paris, de toute

DANS CE NUMÉRO :

Page 4 Pour une politique de Front Unique Ouvrier

Pages 6 et 7. L'AVENIR DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE

par Jean-Paul MARTIN

Nos Informations Internationales et Ouvrières

UN PAS IMPORTANT SUR LA VOIE DE LA GUERRE

ON discute de « Coexistence Pacifique ». On parle de paix, de contrôle des armements...

Et cependant, l'un après l'autre, les Parlements européens ont accepté le réarmement de la bourgeoisie allemande.

De toutes parts on entend, surtout parmi les courants bourgeois français qui viennent de voter ce réarmement : « Cela n'est pas grave, cela permettra d'être plus forts dans la négociation à 4 qui se prépare. »

« Les Russes menacent mais en fin de compte il négocieront. »

Herriot, perplexe, déclarait, en substance, dans le cours du débat au Parlement : « Je ne comprends pas nos alliés américains : A quoi peuvent servir 14 divisions allemandes ? »

Tout cela n'est que bavardage. Ces gens entraînés dans le sillage de leur puissant allié, et quelque peu effrayés par les conséquences qu'ils entrevoyaient de sa politique, essayent de se rassurer eux-mêmes sur la portée de leur acte.

Les accords de Paris ne sont

pas un argument dans une discussion avec l'U.R.S.S., les 14 divisions allemandes ne sont pas une formation symbolique :

C'EST LA ROUTE DE LA GUERRE qui est suivie avec une implacable logique par l'impérialisme dirigé par les U.S.A.

Les paroles de paix, de coexistence sont du vent, les actes sont des actes de guerre.

Qu'importe que les dirigeants de l'Union Soviétique, désireux de maintenir le plus possible un certain statu-quo dans le monde, continuent de rechercher une base possible de compromis.

Qu'importe que l'impérialisme américain gêné actuellement par un malaise politique aux U.S.A. parle lui aussi d'un certain statu-quo possible.

La crise économique, terreur des impérialistes U.S., n'a pas encore éclaté. Cependant l'économie américaine stagne. La bourgeoisie américaine inquiète ne connaît de meilleur palliatif que l'intensif effort d'armement.

Surtout, la logique de la guerre que prépare l'impérialisme ne ré-

V.T.

SUITE PAGE 12.

SUITE PAGE 12.

R.L. de Lille :

« Chers camarades ;
« Dans le numéro 26 de la
« Vérité des Travailleurs, vous
« avez répondu à une lettre
« d'un groupe de camarades de
« Blois, en vous référant à une
« citation du 4^e Congrès de
« l'Internationale Communiste.
« Je suis, quand à moi pleine-
« ment d'accord avec le mot
« d'ordre de gouvernement ou-
« vrier tel qu'il est exposé dans
« cette citation, et je pense que
« la situation française actuelle
« est effectivement « particu-
« lièrement peu sûre » et que
« le rapport de force entre
« les partis ouvriers et la bour-
« geoisie met la solution du
« gouvernement ouvrier à l'or-
« dre du jour ». Il aurait
« été intéressant que vous
« développez davantage dans
« votre réponse la façon con-
« crète dont s'exprime aujour-
« d'hui ce mot d'ordre dans la
« situation française actuelle.
« Je pense qu'effectivement
« la formulation actuelle du

« mot d'ordre de gouvernement
« ouvrier est en France : Gou-
« vernement P.C.F.-P.S. et
« qu'en tant que parti d'avant-
« garde il vous appartient de
« développer une politique
« concrète pour la vie quoti-
« dienne de la classe ouvrière,
« de ses militants, ce qui est le
« propre de la politique d'une
« organisation révolutionnaire.
« Le nombre de députés des
« deux partis ouvriers à la
« Chambre n'est qu'un mince
« reflet de ce qu'ils représen-
« tent dans le pays de ce qu'ils
« signifient pour tous les ou-
« vriers révolutionnaires : l'es-
« poir dans la victoire du so-
« cialisme.

« Parce que les travailleurs
« ont encore confiance dans les
« deux partis ouvriers, et prin-
« cipalement dans le P.C.F., si
« non ils les auraient abandon-
« nés, il convient d'avoir une
« politique qui, en dehors de
« l'arithmétique parlementaire,
« donne une issue immédiate
« aux luttes de la classe ou-
« vrière, que ce soit aux pos-
« sibilités qui se heurtent au bud-
« get du gouvernement ou à
« tous ceux qui dans la lutte
« sont appelés seulement à faire
« contre les Accords de Paris
« pression sur les députés bour-
« geois. Présentement, la réa-
« lisation d'un programme ré-
« volutionnaire par la lutte
« pour un gouvernement qui
« pourra le satisfaire, ne peut
« s'effectuer que par la mobili-
« sation des masses.

« Cette mobilisation des mas-
« ses demande beaucoup plus
« qu'un simple accord de som-
« met du P.C.F. et du P.S. pou-
« vant couvrir, comme nous

« l'avons vu en 1936 et 1945 la
« politique de la bourgeoisie in-
« carnée par le parti radical
« au temps du Front Populaire
« et par le M.R.P. lors du tri-
« partisme. Elle réclame aussi
« l'appel à l'initiative des mas-
« ses, la constitution des Comi-
« tés Ouvriers de Front Unique
« aptes à regrouper l'ensemble
« de la classe ouvrière, plus ca-
« pables, étant donné leurs
« liens avec les masses d'orga-
« niser la lutte immédiate con-
« tre la bourgeoisie. »

Nous remercions notre camarade
de Lille de sa lettre. Nous aurons
l'occasion dans les prochains nu-
méros de notre journal de revenir
à plusieurs reprises sur ce pro-
blème de l'importance du gouver-
nement P.C.F.-P.S. dans la situa-
tion actuelle. Nous le ferons avec
d'autant plus de force que l'expé-
rience Mendès-France revêt main-
tenant aux yeux d'un nombre de
plus en plus grand de militants
ouvriers et de travailleurs son vé-
ritable sens (1) : celui d'une opéra-
tion de sauvetage de la bourgeoisie
française, et que l'attitude des
partis ouvriers qui ont cautionné
ce sauvetage leur apparaît de plus
en plus discutable. Dans une telle
situation se pose inévitablement la
question : Et après ? Les organi-
sations ouvrières auront-elles con-
tinuellement une politique de sou-
tien d'une fraction de la bourgeoi-
sie ou de lutte contre une autre
fraction de la bourgeoisie, sans ja-
mais ouvrir à la classe ouvrière qui
la recherche la solution d'un gou-
vernement des organisations en qui
elle met sa confiance ?

(1) Que nous n'avons jamais
cessé de dénoncer, dès le dé-
but (Vérité des Travailleurs,
Juillet 1954).

UNE PRISE DE POSITION COURAGEUSE

Lors du meeting organisé fin
décembre au Vel d'Hiv, par le
mouvement de la Paix, Claude Bour-
det, de France-Observateur, a re-
connu l'erreur qu'il avait commise
en soutenant le gouvernement
Mendès-France.

« Mais », a-t-il ajouté « je n'ai
pas été le seul à commettre cette
erreur ».

Il montra comment les partis ou-
vriers l'avaient également com-
mise, en particulier le P.C.F. - dont
le représentant, R. Guyot, se trou-
vait à la tribune.

Revenant sur les fautes commises
en 1945-47 par le P.C.F., il déclara :
« Lorsque des erreurs ont été
commises on doit les reconnaître
afin de ne pas les renouveler ».

« La lutte sera sanglante » dit-il,
affirmant que si on veut la mener
victorieusement, il faut que les
communistes fassent le front unique
avec les socialistes. Mais ceci, en
tenant compte du fait que les so-
cialistes sont tels qu'ils sont et qu'en
dépit de cela IL NE SUFFIT PAS
DE TENTER DE REALISER LE
FRONT UNIQUE A LA BASE, MAIS
QU'IL FAUT FAIRE DES PROPO-
SITIONS AU SOMMET.

Il est significatif que ce pro-
blème crucial, la réalisation du
front unique P.C.F.-P.S. pour la-
quelle nous luttons continuelle-
ment, préoccupe les milieux de
gauche comme ceux auquel appar-
tient C. Bourdet. Que cette préoc-
cupation s'exprime au Vel d'Hiv.

CONTRE LA RÉPRESSION AU SERVICE DU COLONIALISME

Le gouvernement a interdit à la fin de décembre un
meeting du Comité de lutte anticolonialiste qui devait
se tenir à la salle Wagram. En 1946, le gouvernement
interdisait déjà dans la même salle un meeting qu'avait
organisé le P.C.I. lorsque commença la guerre d'Indo-
chine. Tout comme pour l'Indochine — la fin sera la
même : ce sont les peuples colonisés qui malgré tout
vaincront.

Nous élevons également notre protestation et ex-
primons notre solidarité contre les poursuites engagées
par le gouvernement, à propos des événements d'Afri-
que du nord, contre le groupe dissident de notre orga-
nisation, et l'inculpation du camarade D. Renard.

devant des milliers de militants du
P.C.F. ne peut qu'aider à la ma-
turation de la discussion de ces
derniers.

Il est regrettable que Raymond
Guyot n'ait rien répondu sur ce
point et que l'Humanité n'ait ni

répondu, ni reproduit le point de
vue de C. Bourdet. A noter égale-
ment que le numéro de France-
Nouvelle qui fait le bilan des posi-
tions prises en 1954 par le P.C.F.,
glisse silencieusement sur le vote de
confiance à Mendès-France

DU NEUF

Enfin la France avait trouvé un gouverne-
ment qui allait la rénover.

On a vu. La C.E.D. est devenue l'Union
Européenne de Défense. La guerre d'In-
dochine a cessé pour que commence la
guerre en Afrique du Nord.

Et maintenant, avec l'aide de la question
de confiance, Mendès-France veut remplacer
les apparentements par le scrutin d'arron-
dissement. Pour du neuf, on pouvait difficile-
ment trouver mieux.

Les objectifs sont doubles. Tout d'abord,
on peut espérer plus sûrement qu'avec les
apparentements réduire sensiblement (peut-
être de moitié) la représentation des
électeurs communistes. Pour opérer avec plus
de certitude, on laisserait le scrutin propor-
tionnel dans la Seine où le scrutin d'arron-
dissement pourrait se retourner contre les par-
tis bourgeois.

L'autre objectif vise directement les élus
bourgeois. Le scrutin d'arrondissement favo-
rise les manœuvres de l'administration pré-
fectorale, c'est-à-dire du Ministre de l'Inté-
rieur.

Mendès-France veut-il chercher à faire pas-
ser son projet rapidement ? Ou bien l'a-t-il
déposé comme une menace au-dessus d'une
Assemblée peu maniable ? En tout cas, il
n'est pour les ouvriers et leurs deux grands
partis, le P.C. et le P.S., qu'une seule poli-
tique pour déjouer la manœuvre d'aujourd'hui,
tout comme les apparentements d'hier dont le
M.R.P. s'est servi aux dépens du P.S. : c'est
d'établir un front de ces deux partis sur un
programme commun de défense des intérêts
des masses travailleuses, front unique qui
comportera aussi une alliance électorale.
Dans ce cas aucun truquage, aucune combi-
naison de l'Intérieur ne pourra être trouvée
contre les ouvriers.

ACCIDENT PARLEMENTAIRE

Le Troquer est remplacé par un courtier en
champagne à la présidence de l'Assemblée na-
tionale. Sur le plan purement parlementaire,
il s'agit d'un épisode d'une lutte faite de
chasse-trappe et de croc-en-jambe qui n'a
d'intérêt... que pour les intéressés.

Mais il y a la question des rapports entre
les deux vieux partis ouvriers, le PS et le PC,
qui reste empoisonnée de part et d'autre.

Les dirigeants socialistes voudraient bien re-
cevoir n'importe quel bulletin communiste,
M.R.P. ou gaulliste, pourvu qu'ils décrochent
des postes, mais ils sont hostiles à tout front
unique avec le P.C.F.

Les dirigeants de ce dernier parti en met-
tant en avant ce qu'ils appellent « la ques-
tion principale du moment » et en la déta-
chant de toute considération de classe, ont
fait, l'an dernier, un pas qui éveilla les es-
poirs d'un front unique. A ce moment là,
Laniel était au gouvernement. Mais qu'un Men-
dès-France vienne avec plus d'astuce servir
les intérêts du capital et que les socialistes
en réformistes impénitents marchent dans
l'opération, les dirigeants du P.C.F. au lieu
d'envisager une politique s'adressant au P.S.
tout entier se livrent seulement à une opéra-
tion punitive qui n'a qu'une importance toute
relative. Pour la présidence de l'Assemblée
nationale, c'est secondaire ; mais, ce n'est pas
là une politique pour des élections à l'échelle
nationale. Ce n'est pas une « question du
moment » que doit jouer, mais ce sont les
lignes de classe qui doivent être détermi-
nantes.

**S.
E.
L.**

L'histoire du mouvement ouvrier 100 fr.
La philosophie marxiste 100 fr.
TROTSKY
Histoire de la Révolution russe
(2 vol.) 1.800 fr.
La Révolution trahie 600 fr.
V. SERGE
Mémoires d'un Révolutionnaire 600 fr.

DEUTSCHER

La Russie après Staline 480 fr.

Envoyez vos commandes à :

« La Vérité des Travailleurs »

(Service de librairie)

64, rue de Richelieu - PARIS-2^e

C.C.P. 6965-68 Paris

MALAISE DES ÉLUS BOURGEOIS - MANQUE DE POSITION DE CLASSE DES ÉLUS OUVRIERS

Au cours du long débat sur les accords de Paris tous les députés bourgeois ont affirmé leur attachement indéfectible à l'alliance atlantique. Mais, qu'il aient voté pour ou contre ces accords, ils n'ont pas pu taire leur inquiétude sur leurs conséquences. Nous n'insistons pas ici sur le danger de guerre qui fut particulièrement souligné dans divers discours. Mais, en outre, la menace pour l'économie a été soulignée, que ce soit par un adversaire de ces accords, comme Liautey :

« C'est qu'a, derrière elle, l'Allemagne va entraîner toutes les nations européennes dans une course aux armements qui absorbera une grande partie de leurs ressources. Ainsi les réformes sociales devront-elles s'effacer devant les besoins sans cesse croissants du réarmement. »

Ou par un M.R.P., comme Abelin, qui serait bien embarrassé pour expliquer en quoi la C.E.D. aurait pu aboutir sur ce plan à un autre résultat :

« Il est fort possible que d'ici peu nous assistions à certaines hausses sur les matières premières. L'armement de l'Allemagne, les conséquences politiques de l'évolution ainsi amorcée, peut-être la perspective d'une course aux armements, peuvent provoquer une hausse des prix des matières premières et affaiblir ainsi de nouveau l'économie de certains pays européens. »

**

Si les députés bourgeois ont exprimé les intérêts, les divergences et surtout les angoisses de leur classe, les députés socialistes et communistes sont très loin d'avoir été les porte-paroles des intérêts des travailleurs.

Le discours de J. Moch a néanmoins apporté des indications sur les dangers de la guerre atomique (dont nous parlons dans un autre article) et, aussi, sur le rythme du réarmement allemand, ce qui est un indice sur ce que pourra devenir la situation à bref délai :

« On nous induit encore en erreur — je m'excuse de reprendre cette expression — en affirmant qu'il faudra au moins deux ans pour reconstituer l'armée allemande. Ce n'est pas exact. Les cadres supérieurs sont prêts. Ils ne manquent pas de généraux, de colonels aguerris et en chômage (Très bien ! très bien ! sur divers bancs à l'extrême droite) qui, d'ailleurs, sont en puissance de redoutables adversaires pour la jeune démocratie voisine sur le plan de la politique intérieure. »

Parmi les officiers subalternes, les demandes ont afflué à l'Office Blank bien au-delà des besoins. Le matériel existe, il est fabriqué, il est stocké en Amérique, et son transport d'un côté à l'autre de l'océan, avec les ressources actuelles en tonnage n'est qu'une question de mois, et non pas d'années » (1)

Des mois non des années ! Mais le secrétaire du P.S., Guy Mollet, n'en semblait pas préoccupé. Pas plus que de l'unification de l'Allemagne, ni de l'opinion du parti social-démocrate allemand :

« Il est vrai qu'il existe un désaccord profond entre les partis socialistes français, anglais, belge, entre quatorze partis socialistes et le parti socialiste allemand. »

M. Souret (non inscrit). — Pour le parti socialiste anglais, il faut le dire vite !

« Mais le problème essentiel est de préserver la liberté de la partie de l'Allemagne encore libre. La réunification, elle, est facile. La Pologne est unifiée. (Vifs applaudissements sur les mêmes bancs). »

Nous sommes d'accord pour l'unification de l'Allemagne, mais à condition que l'Allemagne unifiée soit libre, à condition que l'opération ne se fasse pas au prix de la liberté pour l'Allemagne et pour nous. (Applaudissements à gauche). J'ai eu l'immense joie de voir cette thèse approuvée par l'Internationale socialiste et par la quasi unanimité du Conseil de l'Europe... »

Quelle infamie ! Ce n'est pas l'unification de l'Allemagne qui compte pour ce socialiste, mais la « liberté » telle que l'entend Foster Dulles et tous ses champions, de Bao Dai à Franco, en passant par quelque Tchong Kaï Chek. La seule unification qu'il admet, ce n'est pas celle que recherche le socialiste Ollenhauer, dont le

parti prétend conserver les réformes de structure opérées en Allemagne orientale, mais le porte-parole des magnats de la Ruhr, le chancelier Adenauer. C'est par son intervention et le vote des élus socialistes qu'ont été adoptés ces accords de préparation à la guerre contre-révolutionnaire.

Les députés du P.C.F. ont mangé de l'Allemand à qui mieux mieux, avec ici ou là, une phrase-alibi pour les Allemands démocratiques. Qu'ils aient voté contre les accords, c'est fort bien, mais ils n'ont pas eu un seul mot effectif pour aider les travailleurs allemands, notamment ils n'ont pas dit un mot pour demander le retrait des troupes d'occupation françaises il est vrai que ce serait contre les accords de Potsdam !

Pas un mot non plus contre le statut de la Sarre qui détache de l'Allemagne un territoire et une population allemande. Pis encore, quand des députés bourgeois demandent plus de garanties au sujet de l'union franco-sarroise, des interventions du P.C.F. les soutiennent, qu'il s'agisse de Duclos :

M. le PRÉSIDENT DU CONSEIL. — Monsieur Vendroux, le Gouvernement partage entièrement votre opinion sur ce point (il s'agit de l'exposé des motifs présenté par Adenauer au sujet de la Sarre). L'Assemblée ne se prononce pas sur des exposés des motifs et à plus forte raison sur un exposé des motifs de tiers ou d'un gouvernement étranger. L'Assemblée se prononce uniquement sur les textes qui lui sont soumis.

M. Jacques DUCLOS. — Mais l'exposé des motifs, dans ce cas, fait connaître un point de vue et l'opinion du partenaire.

Ou bien, de Kriegel-Valrimont :

M. LIAUTEY. — Il aurait été souhaitable, certes, de donner à la Sarre un statut définitif même s'il était avec quelques corrections, semblable à celui que le Gouvernement nous demande d'accepter, et tel qu'il l'interprète, car ce n'est pas un statut d'inspiration impérialiste, mais il aurait fallu signer le traité de paix avant que l'Allemagne n'ait retrouvé son armée et ses ardeurs expansionnistes.

Les Jeunes n'ont pas fait confiance à Mendès-France

Notre digne Président du Conseil, homme prévoyant, met en bonne place dans ses bavardages hebdomadaires, la jeunesse. La grande presse fait écho et écrit sur les résonnances qu'à l'action de Mendès-France parmi les jeunes. On se demande vraiment où ces gens sont allés chercher d'aussi curieuses nouvelles. A l'exception de l'Union des Etudiants de France, et sans doute des Jeunesses (?) Radicales, aucune organisation de jeunes n'a semblé soutenir Mendès-France. Encore l'U.N.E.F. ne l'a-t-elle fait qu'avec discrétion.

D'ailleurs, ce soutien, quel geste le justifiait ?

Bien sûr, Monsieur Mendès pense aux jeunes : aux écoliers le verre de lait, avec deux sucres, glacé l'été et chaud l'hiver ! Aux jeunes soldats, le quart de lait du matin !

Nous n'avons rien contre la consommation intensive de lait, toutefois cela ne saurait nous combler...

Il y eu aussi quelques crédits supplémentaires alloués aux étudiants et à l'Université, mais le principe même du pré-salaire est repoussé

Ce ne sont pas les initiatives de M. Moynet « préposé à l'espérance » qui peuvent redonner une quelconque confiance en la politique jeune de la bourgeoisie « intelligente ». La plus spectaculaire de ces initiatives fut ces jours derniers l'envoi en Afrique de deux groupes d'une cinquantaine de jeunes gens, choisis par les préfets et dans un certain nombre de mouvements de jeunesse. Par avions militaires ces jeunes sont allés successivement en 12 jours à Casablanca, Dakar, Abidjan, etc... Le but, de l'aveu des services de M. Moynet est tout

M. Maurice KRIEDEL-VALRIMONT. — Très bien !

D'ailleurs sur cette question les progressistes abondent dans le même sens :

M. PICOT. — En effet, pour que nous puissions statuer en pleine connaissance de cause, il manque à ce dossier un certain nombre de pièces.

Il manque, d'abord, un accord sur l'interprétation des conventions intervenues sur la Sarre.

Cet après-midi, monsieur le président du Conseil vous nous avez dit : « C'est sur le texte qu'on va voter et pas sur les intentions ». Mais, voyez-vous, quand il s'agit de nos voisins d'outre-Rhin, je pense qu'il y a un certain nombre de précautions à prendre et que l'Assemblée nationale serait sage, si elle veut éviter plus tard des difficultés d'interprétation qui pourraient lui être fatales, de demander un protocole d'interprétation. Et ce protocole devrait non pas seulement intervenir entre vous et le chancelier Adenauer, parce que vous et le chancelier Adenauer pouvez, demain, être remplacés par d'autres mais être accepté par le Parlement de Bonn.

Et, voici, parmi eux, une intervention vraiment sensationnelle :

M. d'ASTIER de la VIGERIE. — Nous pensons nous, que si le réarmement était évité, nous pourrions avoir ce que nous appelons la double garantie qu'un grand nombre de Français souhaitent : garantie que peut donner le pacte de l'Atlantique et à laquelle de nombreux Français tiennent ; garantie que donne le pacte franco-soviétique et à laquelle sont attachés de très nombreux Français qui ne sont pas seulement progressistes et communistes, comme en témoignent les discours de MM. Edouard Herriot, Pierre André et Jacques Soustelle.

A aucun moment, il n'y a eu une intervention sur une base prolétarienne, pour la cause du socialisme.

C. HENRY.

(1) Toutes nos citations en italique sont tirées du compte rendu du débat au Journal officiel.

d'abord de favoriser la compréhension des problèmes de l'Union Française, de susciter par là des vocations coloniales. Un autre intérêt serait qu'au contact des équipes militaires de pilotage, puisse se révéler également des vocations de pilote — militaire évidemment !

D'aussi louables intentions peuvent amener à MM. Mendès-France, Moynet et C^o, la reconnaissance du « capital » mais certainement pas celle des jeunes travailleurs. Car, dans son immense majorité, la jeunesse laborieuse a de sérieux doutes sur « l'œuvre-bienfaisante-et-civilisatrice - de - la - France - éternelle parmi - les - peuples - africains - arriérés ».

En fait, le bilan de la politique jeune de Mendès-France se concrétise aujourd'hui par une aumône aux étudiants et des voyages gratuits offerts à certains jeunes. Nos camarades jeunes, ouvriers, employés, étudiants et paysans ne peuvent se satisfaire d'opérations publicitaires.

Les jeunes ont d'autres espérances que celles de ces messieurs, il est vrai. Nous espérons en une société fraternelle où nous travaillerons non pour « leur » guerre mais pour notre vie, une société sans bourgeoisie, intelligente ou non. Mais dans l'immédiat, la première étape est d'exiger des salaires plus élevés, des conditions meilleures de vie, une démocratisation de l'enseignement, l'arrêt des guerres coloniales et des préparatifs de guerre internationale.

La jeunesse laborieuse s'oppose donc dans une proportion massive à la politique gouvernementale actuelle. Elle le fera plus activement demain. La Vérité des Travailleurs en ouvrant une rubrique des jeunes essaiera d'aider à ce combat.

Henri LANGRAND.

L'AFFAIRE LECŒUR

Elle est plus que mystérieuse pour les membres du P.C.F., et pas seulement pour eux. On a appris qu'il a démissionné du groupe parlementaire communiste et qu'il aurait, selon les dires de Duclos, envoyé des lettres à des membres du P.C. dans le Pas-de-Calais. La prochaine session du P.C. prendra très vraisemblablement des sanctions contre lui, qui aboutiront à son exclusion.

Il a été accusé des pires forfaits. Mais concrètement, les accusations visaient quelques points relativement précis. Dans la question des « instructeurs politiques », il a écrit dans une circulaire ce qui a été et ce qui reste la pratique du P.C.F. depuis des années et qui est effectivement de type social-démocrate. Sur la question de l'unité syndicale, il avait une position sectaire mais il était en compagnie de Mauvais, qui reste au B.P. et au secrétariat de la C.G.T. Dans la résolution sur Lamin, adoptée un moment par la Fédération du Nord, il y avait une certaine tendance gauchiste mais qui était bien saine par rapport à la politique des « bons Français ».

En tout cas, il s'agissait de divergences politiques discutables. On son affaire montre que, même un secrétaire du P.C.F., même le secrétaire d'organisation ne peut vraiment défendre un point de vue, essayer de la faire prévaloir par une discussion et qu'il est voué à la destruction par la machine bureaucratique.

Le C.C. votera. Mais les membres du P.C. restent avec le lourd malaise qui sévit depuis des années, notamment depuis les affaires Marty et Tillon. Les pires accusations les méthodes d'étouffement remplacent l'élaboration politique. La direction ne reflète pas la volonté de la base; celle-ci n'a pas la possibilité d'obtenir de la direction les éléments d'information et de connaître les vues divergentes pour se prononcer en toute connaissance de cause.

On nous prie de demander à nos lecteurs si certains d'entre eux ne disposeraient pas d'articles ou de publications de L. Trotsky, DEPUIS 1928, en quelque langue que ce soit, en vue d'une étude historique.

Ecrire à la rédaction de « La Vérité des Travailleurs », 64, rue Richelieu, Paris (2^e).

Troisième édition...

Pour la 3^e fois vient de paraître « Fils du Peuple », autobiographie de Maurice Thorez, qui sert en même temps à enseigner l'histoire du P.C.F. à ses membres.

La 2^e édition avait été remaniée. Cette fois-ci encore, il y a eu remaniement dans le texte et dans les photos : André Marty et Charles Tillon ne figurent plus dans la vie, dans la direction du P.C.F. Pas même Tillon qui, sauf erreur, est toujours membre du P.C.F.!

Ainsi s'écrit l'histoire, ainsi l'écrit Thorez qui, après tout, s'est bien gardé de dire dans son livre les sympathies trotskystes qu'il confiait dans des lettres en 1924.

PERMANENCE

64, Rue de Richelieu
PARIS (2^e)

RIC. 03 52 et la suite
Métro : Bourse

Semaine, de 17 h. 30 à 19 h. 30
le samedi, toute l'après-midi

POUR UNE JUSTE POLITIQUE DE FRONT UNIQUE OUVRIER

Il n'y a pas de doute que la situation créée par les votes des députés communistes et des députés socialistes sur la question des accords de Paris ne favorisera pas et même rendra plus difficile pour un certain temps la progression de l'idée du front unique et ses possibilités de réalisation, bien que dans la base du Parti socialiste les oppositions aux accords de Paris soient très grandes. La discussion au Parlement a violemment dressé les deux fractions parlementaires l'une contre l'autre; le discours de Guy Mollet en particulier a visé à élargir le fossé.

Et pourtant, le front unique entre socialistes et communistes est indispensable pour stimuler la lutte des travailleurs. Car, pour ceux-ci, P.C. et P.S. sont les deux partis de masse de la classe ouvrière, et ils désirent les voir unis, afin de se mieux lancer dans l'action.

Le Parti Socialiste est un parti ouvrier.

Nous allons examiner certains aspects de la politique de la direction du P.C. envers le P.S., afin d'en montrer le caractère erroné. Mais, toute l'erreur du P.C. repose, dès le début, sur le fait qu'il place le P.S. sur le même plan que les partis bourgeois et ne le considère pas comme un parti ouvrier. Or, c'est un parti dont les cadres sont fortement influencés par la bourgeoisie et la petite bourgeoisie, mais sa base est, avant tout, une partie de la classe ouvrière (ses parties les plus arriérées, les moins combattives) et une partie de la population travailleuse qui se trouve à mi-chemin entre le prolétariat et les couches inférieures de la petite bourgeoisie. Ce parti se revendique du socialisme, il est internationalement lié aux forts partis ouvriers de Grande-Bretagne, d'Allemagne, d'Autriche, de Belgique, etc... Aucun autre parti n'a de tels traits. Car le P.S. est, avec le P.C., un parti ouvrier exerçant une influence large sur d'importantes couches laborieuses.

Les appels du P.C.F. à la base du P.S. n'ont pas eu de résultats sensibles.

Les dirigeants du Parti Communiste Français parlent souvent du Front Unique de la classe ouvrière et de l'unité communiste-socialiste. Jeannette Vermeersch y revient dans un long article de « France Nouvelle » (27 novembre 1954).

Pendant la dernière période, « l'Humanité » a fait état d'un certain nombre de déclarations de militants socialistes; il n'en reste pas moins que ces positions n'ont pu déterminer le groupe parlementaire socialiste à voter contre la néo-C.E.D. ou à s'abstenir, pas plus d'ailleurs qu'à se prononcer contre le budget insuffisant de l'Education nationale et pour les revendications des travailleurs des P.T.T.

Il ne pouvait en être autrement; la tactique du P.C.F. était vouée d'avance à l'échec. Les militants socialistes sont membres d'un Parti, par conséquent, disciplinés. Il faut en tenir compte sans quoi la politique du P.C.F. prend l'allure d'un « débauchage ». Les dirigeants ne peuvent l'ignorer. Jeannette Vermeersch, dans « France Nouvelle », essaie de tourner la difficulté. Elle écrit que les chefs socialistes tiennent à leurs adhérents ce langage : « Refusez le Front Unique, car les communistes veulent plumer la volaille socialiste, liquider notre Parti, dissocier ses adhérents des dirigeants ».

C'est au P.S. en tant que Parti que le P.C.F. doit s'adresser.

Protester que l'on n'agit pas pour plumer la volaille est une chose; agir de manière à en convaincre les militants socialistes en est une autre. Ce qu'il faut pour convaincre les socialistes, c'est que le P.C.F. s'adresse à leur Parti, et non pas aux seuls militants. Des propositions à tous les échelons renforceraient la lutte des militants socialistes à l'intérieur de leur Parti. C'est un fait connu que la discussion entre militants des deux Partis est facilitée par un texte de propositions aux différents échelons. Les dirigeants de la S.F.I.O. seraient forcés d'en tenir compte car de telles propositions auraient sans aucun doute un écho profond parmi la base de leur Parti.

Tout dépend de l'objectif que l'on se fixe en critiquant. Jeannette Vermeersch, pour dissiper l'impression de « débauchage », se réfère à la période 1934-1936. L'exemple est très mauvais. A cette époque, le P.C.F. s'était adressé au Parti Socialiste. Est-

ce la politique suivie depuis 1944-47 ? Pas de véritable campagne de propositions au Parti Socialiste depuis ce moment ! Pas de propositions aux différents échelons depuis notamment 1950.

Des accords partiels ouvriraient la voie au Front Unique.

Des propositions répétées doivent être faites contre l'application des accords de Londres, pour la satisfaction des revendications, contre la répression colonialiste. Les obstacles pour la réalisation de l'unité, pour la lutte contre la néo-C.E.D. sont nombreux entre les deux Partis. L'accord est plus facile sur le problème des revendications et contre la répression colonialiste; il ne faut pas négliger les possibilités d'accord sur les revendications et contre la guerre colonialiste parce que l'unité contre le succédané de la C.E.D. serait plus importante — ce qui est effectivement vrai —. La lutte revendicative est, elle aussi, une lutte contre les préparatifs de guerre. Un accord partiel crée des conditions favorables pour élargir le Front Unique à d'autres domaines.

Des difficultés existent...

Il faut évidemment être réalistes. C'est depuis bien longtemps que la politique du P.C.F. sur la question du Front Unique est erronée. En quelques semaines, voire en quelques mois, il est peut-être difficile de réparer des fautes qui ne datent pas d'hier, commises par les Partis Communistes de tous les pays envers la Social-Démocratie. Il ne faut plus que l'attitude des Partis Communistes puisse servir de prétexte aux chefs de la Social-Démocratie, française en particulier, pour continuer leur politique grossièrement contraire aux intérêts de la classe ouvrière.

Il ne faut pas non plus sous-estimer la manœuvre de Mendès-France qui sans doute n'a pu constituer un ministère avec des socialistes, mais qui a réussi à associer le Parti Socialiste à sa politique. Qui peut affirmer que le Front Unique est plus facile maintenant qu'il y a six mois, un an ou plus, quant une politique correcte du P.C.F. aurait pu à temps empêcher le ralliement du P.S. à Mendès-France, ou tout au moins gêner très sérieusement les manœuvres de la direction de ce Parti et renforcer considérablement le courant gauche à l'intérieur.

... La principale réside dans la conception erronée de la direction du P.C.F.

« La réalisation du front unique prolétarien conditionne le rassemblement de toutes les énergies nationales et démocratiques » (XIII^e Congrès du P.C.F.). Par énergies nationales et démocratiques, les rédacteurs de la résolution n'ont pas en vue les classes moyennes que la classe ouvrière doit entraîner dans son sillage, mais une partie de la grande bourgeoisie. C'est la politique de l'unité « avec tous les bons Français ».

La campagne pour le Front Unique prolétarien ne doit pas revêtir une trop grande ampleur pour amener à composition ces « bons Français » dans le but d'une nouvelle collaboration de classe. On vient de voir, une nouvelle fois, à quels résultats aboutit une telle politique, au reste parfaitement utopique (Accords de Londres). Les bouderies, la méfiance des travailleurs envers leurs organisations traditionnelles signifient qu'ils réclament une politique de classe : le P.C.F. doit dire clairement qu'il faut considérer la politique de Front Unique comme la préparation d'un gouvernement des Partis et organisations de la classe ouvrière; que la lutte du prolétariat français doit se conjuguer avec la lutte du prolétariat de tous les pays, allemand en particulier, contre le réarmement de sa bourgeoisie. Les dirigeants du P.C.F. doivent populariser dans les masses l'idée de la nécessité d'une conférence européenne de toutes les organisations ouvrières. Cette idée concrète serait accueillie favorablement par les militants socialistes après l'appel du Parti Socialiste allemand.

Ainsi, dans les faits, les travailleurs socialistes et organisés verraient que la politique du P.C.F. n'est plus subordonnée à des exigences diplomatiques, mais véritablement la lutte de classe contre la guerre qui prépare le capitalisme.

Toutes les combinaisons de l'arithmétique parlementaire ne tiendraient pas longtemps devant l'enthousiasme que susciterait cette politique.

R. MERLIN.

Le Néo-Destour dans l'Impasse ?

Les négociations franco-tunisiennes que l'on disait bloquées par le problème des « fellaghas », loin de faire un bond en avant après la reddition des maquis tunisiens ont connus au contraire, un temps mort prolongé. L'incertitude qui planait sur la longévité du Ministère Mendès-France a été une des causes de ce ralentissement. Même le plus modéré des nationalistes tunisiens ne peut se faire grande illusion sur les intentions de l'impérialisme français et sur sa générosité, ni sur la solidité des accords péniblement échafaudés. Le Néo-Destour n'a pourtant pas le choix de s'arrêter à mi-chemin maintenant qu'il s'est engagé si loin dans cette expérience.

Si dans l'esprit des leaders du Néo-Destour « l'autonomie interne » doit être un tremplin vers l'indépendance réalisée dans des conditions qui préservent au mieux les intérêts de la bourgeoisie tunisienne, il s'agit aux yeux du gouvernement français, d'un moyen adéquat destiné à entraver l'émancipation tunisienne. L'idée de Mendès est d'obtenir, d'une part, une garantie en bonne et due forme en faveur de la propriété des colons et des intérêts de l'impérialisme français et, en associant la bourgeoisie indigène et certaines couches moyennes à la gestion de l'Etat de fissurer le bloc national qui s'était fermement ressoudé sous les coups de la politique réactionnaire et du déchaînement de la répression.

L'équivoque a présidé dès l'abord à la politique de « détente » de Mendès : une équivoque qui en dit long sur les intentions réelles de ce cours nouveau. Se rendant en

personne à Tunis, Mendès se fait accompagner par le maréchal Juin défenseur patenté et intéressé des gros colons nord africains. Des renforts de troupes massifs déferlent en Tunisie. Mendès inaugure l'emploi du contingent dans les opérations répressives. Bourguiba reste exilé en France. Ben Youssef demeure sous le coup des poursuites et les assassins de Ferhad Hached se promènent au grand jour en Tunisie. Une vaste offensive militaire est engagée contre les maquis tunisiens qui connaissent plus de tués que sous aucun des gouvernements précédents. Mendès ne manque pas d'en tirer gloire, devant le Parlement. Bref, c'est sous le signe du **maintien de l'impérialisme** envers et contre tout que s'accomplit cette détente très spéciale qui ne découle point de la bonté d'âme et de l'esprit démocratique et progressiste de Mendès mais tout bonnement du péril que le combat des « fellaghas » faisait peser sur la domination française en Afrique du Nord. Tout comme ce fut Dien-Bien-Phu qui accula la France à conclure les accords de Genève.

La liquidation et le désarmement des « fellaghas » était l'objectif n° 1 de Mendès. Les conditions dans lesquelles s'effectua l'opération de désarmement ne rassurèrent qu'à demi les colonialistes. Plus d'un député invita Mendès, lors du récent débat parlementaire dont on se souviendra, à faire surveiller de près les ex-maquisards et à les faire coffrer à la première occasion.

Pour dure et injuste qu'ait été cette remise des armes hautement conquises par les combattants tuni-

siens au prix d'immenses sacrifices, les maquis se rendirent la tête haute, nullement en vaincus. Ils manifestèrent leur unité et leur cohésion et accrurent leur prestige auprès des grandes masses tunisiennes. Ce n'est pas dire que l'opération s'avèrera réellement payante. Le Néo-Destour a encouru une terrible responsabilité qui sera peut-être sévèrement jugée un jour pas très lointain.

La encore les choses se firent à sens unique : nul n'a parlé de désarmer les colons.

Les négociations ont atteint, maintenant, leur stade le plus critique. Il y a, en particulier, ce problème de la police dont la solution est délicate et qui, à lui seul, montre le peu de consistance de cette « autonomie interne ». Il est encore difficile de faire un pronostic sûr en ce qui concerne la conclusion de ces accords. L'échec des pourparlers aurait de très graves conséquences tant en Tunisie qu'en France, en Afrique du Nord et sur le plan international. De part et d'autre des efforts désespérés seront tentés par les 2 parties en présence pour aboutir. La marge de manœuvre se rétrécit pourtant singulièrement aussi bien pour le Néo-Destour qui subit une forte pression que pour Mendès-France.

S'il subsiste quelques incertitudes de ce côté, par contre, ce dont on peut être certain, dès à présent, c'est que ces accords ne représenteront qu'un simulacre d'autonomie interne. Ils provoqueront inévitablement le désappointement et la colère du peuple tunisien, qui les considérera à juste titre comme une duperie. Ils subiront aussi les foudres des colons,

aux yeux desquels la moindre concession, si minime soit-elle, ouvre largement les vannes au flot nationaliste. L'application, comme c'est de tradition dans ces cas, se fera au compte-gouttes, dans un sens délibérément restrictif qui remettra tout en question. Ce n'est pas une opinion préconçue de notre part, c'est simplement la logique du rapport des forces qui veut qu'il en soit ainsi. Et il y a la liste impressionnante des précédents au Viet-Nam, en Algérie (le Statut) et dans toutes les parties de l'empire français que l'on ne peut ignorer.

N'en déplaise aux nationalistes « raisonnables » qui voudraient éviter la lame de fond du mouvement populaire, c'est bel et bien le rapport des forces qui décidera du destin de la Tunisie. On n'extirpera rien à l'impérialisme sans une lutte sévère et opiniâtre. L'aboutissement des négociations en cours n'ouvrira point cette idylle franco-tunisienne dont aime parler Bourguiba. Nous sommes d'avis que les contradictions s'en trouveront finalement attisées et qu'on n'évitera pas un nouveau raidissement du colonialisme qui cherchera encore le moyen de briser par la force le mouvement nationaliste populaire.

Ce danger est perçu, dès à présent, par un grand nombre de militants nationalistes. Les dirigeants syndicaux de l'U.G.T.T. et Ben Youssef s'en firent déjà l'écho. Il n'est pas douteux que la conscience des militants nationalistes fait d'énormes progrès actuellement. Instruits par une dure expérience, ils ne se laisseront pas prendre au dépourvu.

Robert LEBLOND.

Laissera-t-on agir impunément la Gestapo algérienne ?

La dissolution du M.T.L.D. a ouvert la voie à l'arrestation massive de tous ses dirigeants et de ses militants les plus actifs.

Il sera aisé de les faire condamner maintenant pour : « Reconstitution de ligue dissoute ».

Qui définira où commence et où finit ce délit ? Ce n'est pas le déchaînement de l'arbitraire et de la violence qui incitera ces militants éprouvés à renoncer au combat pour leur cause. Les arrestations se poursuivent donc par centaines. Les prisons regorgent de monde. On y entasse les détenus par trente ou quarante dans des cellules exigües prévues pour quelques personnes.

Et les tortures :

Alger a ses « rue de la Pompe », ses « rue Lauriston », ses « avenue Henri-Martin ». Ceci se passe sous le gouvernement démocratique de Mendès-France-Mitterand soutenu par le parti socialiste.

On attend toujours une interpellation communiste ou socialiste à ce sujet. L'attendra-t-on longtemps ? Les partis ouvriers, les organisations syndicales, ne prendront-ils pas même l'initiative élémentaire d'envoyer en Algérie une commission d'enquête représentative de l'opinion ouvrière ?

Ne nous y trompons pas, la carence du mouvement ouvrier dans ce domaine portera des fruits amers. Rien n'est jamais gratuit.

Le Figaro n'hésite pas aujourd'hui à appeler à l'emprisonnement et à la déportation de Messali Hadj, pourtant réduit à l'impuissance depuis longtemps, par une surveillance policière qui revient à une véritable sequestration illégale.

L'action ouvrière doit empêcher la poursuite et l'accomplissement de nouveaux crimes impérialistes.

Après le n° 25, le n° 26 de LA VERITE DES TRAVAILLEURS a été saisi en Algérie.

Le Dossier Algérien

I

LE PROBLEME AGRAIRE

L'Algérie comporte :

532.000 exploitations agricoles musulmanes qui couvrent 7.673.872 hectares, et,

25.000 exploitations européennes qui couvrent 2.722.723 hectares.

Autrement dit, la superficie de la propriété musulmane est en moyenne de 14,2 ha. contre 103,9 h. pour la propriété européenne.

En fait, les trois-quarts des propriétaires musulmans exploitent des parcelles de 4 ha., et, environ un quart, des parcelles de 25 ha. 3 % des propriétaires musulmans possèdent des exploitations de 50 à 100 ha. et 1 % des exploitations de plus de 100 ha.

Pour avoir une image exacte, il faut souligner que la valeur des terres musulmanes est très inférieure à celles des européens, l'œuvre de la colonisation ayant consisté à s'approprier par les moyens les plus expéditifs et les plus radicaux des terres les plus fertiles situées dans les plaines et à refouler sans douceur l'indigène vers les terres arides des montagnes.

Côté européen, un tiers des propriétés sont de l'importance de 5 ha., un autre tiers de l'importance de 30 ha. environ et, le troisième tiers, de 76 à 235 ha. Au surplus, 900 colons possèdent des propriétés de plus de 500 ha. ; certains possèdent des fiefs de 10.000 ha.

On aura une vue plus précise à la lumière des chiffres suivants :

399.000, soit 72 % des exploitants (propriétaires de moins de 10 ha.) ne possèdent que 18,3 % des terres cultivées ;

Alors que 10.100, soit 18 % des exploitants (propriétaires de 100 à 500 ha.) possèdent 22,5 % des terres.

— Et que 1.500, soit 0,2 % des exploitants (gros propriétaires de plus de 500 ha.) possèdent, à eux seuls, 13,7 % des terres.

Enfin, le plus gros détachement, produit des spoliations de la colonisation, est constitué par le prolétariat agricole dont le nombre considérable est évalué à 700.000 familles, soit une population de l'ordre de 3 à 4 millions si l'on tient compte du taux élevé de la natalité. Une faible partie seulement de cette masse trouve à s'employer de façon très intermittente à la campagne. Il en résulte un énorme flux vers les villes et finalement vers la métropole pour échapper à la famine.

La grande partie des petits exploitants musulmans ne trouvent pas, non plus, de ressources nécessaires sur leur maigres lopins de terre pour pour subvenir aux besoins de leurs familles. Des chiffres officiels il ressort que sur 1 million de familles rurales, 60 % sont qualifiées « d'absolument indigentes » et, seules, 150.000 familles musulmanes possèdent des superficies suffisantes pour assurer leur subsistance.

R. L.

Lénine :

« Le prolétariat russe ne peut pas **ACHEVER VICTORIEUSEMENT** avec ses seules forces la révolution socialiste. Mais il peut donner à la révolution russe une ampleur qui créera les conditions les meilleures pour la révolution socialiste et **LA COMMENCERA** en un certain sens. Il peut améliorer la situation en vue de l'intervention dans les batailles décisives de son collaborateur **PRINCIPAL** le plus sûr, le prolétariat socialiste **EUROPEEN**, et américain.

... En Allemagne, la masse prolétarienne, qui a tant fait pour l'humanité et le socialisme par son œuvre d'organisation tenace, opiniâtre et ferme, poursuivie de longues dizaines d'années durant, pendant l'accalmie européenne de 1871-1914, est déjà en effervescence. L'avenir du socialisme allemand n'est pas représenté par les traîtres Scheidemann, Legien, David et Cie, ni par des politiques hésitants, accablés sous les routines de la « période de paix », tels que Haase, Kautzky et leurs pareils.

Cet avenir appartient à la tendance qui a produit Karl Liebknecht, donné naissance au groupe Spartakus et qui fait sa propagande dans l'**ARBEITERPOLITIK** de Brême (1).

Les conditions objectives de la guerre impérialiste nous garantissent que la révolution ne se bornera pas à **LA PREMIERE ETAPE** à la révolution russe, que la révolution ne se bornera pas à la Russie.

LE PROLETARIAT ALLEMAND EST L'ALLIE LE PLUS SUR, LE PLUS DIGNE DE CONFIANCE DE LA REVOLUTION PROLETARIENNE RUSSE ET MONDIALE... »

Lettre d'adieu aux ouvriers suisses
(Avril 1907)

(1) La Ligue spartakus, fut fondée par K. Liebknecht et Rosa Luxembourg au sein de la social-démocratie allemande pour combattre la tendance social-patriote officielle. Le journal **Arbeiterpolitik** (la politique ouvrière) était l'organe des social-démocrates de Brême, resté fidèle à l'internationalisme.

« La puissance déchaînée de l'atome a tout changé, sauf nos modes de penser, et nous glissons ainsi vers une catastrophe sans précédent. Une nouvelle façon de penser est essentielle si l'humanité doit survivre », déclarait récemment le grand savant Einstein.

Si le rythme du progrès technique et des changements qu'il entraîne dans tous les domaines de la vie sociale s'accélère impétueusement ces derniers temps, et si le retard de la conscience des hommes en général sur cette réalité extraordinairement mouvante augmente sans cesse, les maîtres impérialistes de la partie du monde qu'ils dominent encore risquent d'être les plus débordés par ce processus.

Débordés et en même temps tentés de se défendre en recourant à l'utilisation destructive de cette prodigieuse force productive qu'est l'énergie atomique.

Sous la pression d'une opinion publique alertée, alarmée par les avertissements répétés des savants quant aux conséquences immédiates, et à long terme des explosions atomiques (bombe A) et « thermo-nucléaires » (bombe H), et afin de mieux camoufler leurs préparatifs de guerre, les impérialistes font semblant de vouloir s'employer — parallèlement à la fabrication des armements atomiques — à l'utilisation pacifique de l'énergie atomique.

Ils ne se gênent pas pour parler des « merveilles » que fera éclore sur cette terre l'âge atomique dans lequel nous entrons : les déserts transformés en oasis immenses ; les pays sous-développés rattrapant rapidement leur retard ; l'énergie à la portée de toutes les régions et de tous, etc., etc.

Les maîtres des Etats-Unis, fidèles à leur vocation « philanthropique », ont même donné déjà l'exemple : un don généreux de quelque 220 kg. de matières « fissiles » (1) au « pool » Eisenhower, don qui représente très probablement moins que la quantité rendue jusqu'ici nécessaire pour les quelques 60 explosions « expérimentales » de la bombe A (2).

Que l'humanité possède actuellement des forces productives extraordinaires, capables d'assurer l'abondance et de réaliser les plus téméraires spéculations de l'imagination des hommes, cela ne doit faire aucun doute.

Mais précisément, l'ampleur de ces forces productives nouvelles est telle que leur utilisation sur une échelle tant soit peu large et vraiment productive, risque de faire éclater de tous côtés les formes de productions capitalistes.

Pour ne prendre que l'exemple de l'énergie atomique combinée aux gigantesques machines-outils, qui sont capables d'assumer actuellement la marche « automatique » d'une vaste usine sous la surveillance d'un nombre très restreint de personnel qualifié, il est

Liebknecht :

Voici ce que Liebknecht déclarait à ses accusateurs bourgeois lors de sa condamnation pour sa lutte contre la guerre, le 4 novembre 1916 :

« L'accusation qui m'est intentée me suggère les remarques suivantes :

... Le Socialiste - Internationaliste...

... Combat au nom du prolétariat international contre le Capitalisme international. Mais il le saisit là où il se trouve et où il peut lui porter un coup efficace, c'est-à-dire dans son propre pays. C'est dans son propre pays qu'il combat, au nom du prolétariat international, son propre gouvernement, ses propres classes régnautes, tant que représentants du capitalisme international.

2°) Si les socialistes allemands combattaient par exemple le gouvernement anglais, et les socialistes anglais le gouvernement allemand, ce serait une comédie ou quelque chose de pire. Qui n'attaque pas l'ennemi, c'est-à-dire l'impérialisme, en la personne de ceux de ses représentants qu'il a en face de lui, mais au contraire en la personne de ceux qui sont hors de sa portée et qui ne peuvent rien contre lui, bien plus, qui se comporte ainsi avec l'approbation et sur l'instigation de son propre gouvernement (c'est-à-dire au seul représentant de l'impérialisme qu'il ait immédiatement en face de lui) celui-là n'est pas un socialiste mais un triste valet des classes régnautes. Cette sorte de politique s'appelle excitation à la guerre : ce n'est pas la lutte des classes mais le contraire. Il est certain que le socialiste internationaliste — et lui seul, puisque seul il combat son propre gouvernement — a le droit d'attaquer les gouvernements étrangers. Mais pour cela on trouve en Allemagne comme dans tous les pays, assez de forces, assez d'absence de scrupules, assez de démagogie : aussi doit-il employer toutes ses forces à attaquer son propre gouvernement.

Luxembourg :

« Le camarade Mehring affirmait avec raison que Rosa Luxembourg était parmi les disciples de Marx la plus claire intelligence. Perspicace, profonde, et totalement indépendante dans sa pensée, elle n'acceptait de confiance aucune formule traditionnelle, mais elle ne cessait jamais de refondre elle-même les idées et les faits qui acquéraient de cette façon pour elle une valeur spéciale et personnelle. Une stricte logique s'unissait en elle à la compréhension très nette de la vie courante et de sa dialectique. Son intelligence hardie ne se contentait pas de connaître Marx, de le comprendre et de l'expliquer. Elle poussait plus avant dans la voie des recherches et continuait à créer elle-même selon l'esprit de Marx. Elle avait un don d'exposition remarquable et savait exprimer, avec toutes ses nuances, la plénitude de sa pensée. Jamais Rosa Luxembourg ne se contenta de l'exposé théorique incolore et sec propre habituellement aux érudits socialistes. La langue de ses travaux pétillait d'intelligence, d'esprit, de mordante ironie, comme si elle tremblait d'une exaltation contenue, et révèle à la fois une large culture et la richesse de la vie intérieure. Elle était un grand théoricien du socialisme scientifique, mais n'avait rien de commun avec les piètres pédants qui puisent toute leur sagesse dans quelques livres de sciences. Sa soif de connaître n'avait pas de limites. Son intelligence ouverte, sa compréhension intuitive trouvaient dans la nature et dans l'art des sources nouvelles, toujours vives de bonheur et de perfection morale.

L'idée socialiste était pour Rosa Luxembourg une passion puissante, absorbant tout, une passion intellectuelle et morale. Cette passion la brûlait et se transformait en œuvre créatrice. Préparer la Révolution qui devait ouvrir la route au socialisme fut la tâche de toute sa vie et le seul but que connût l'ambition de cette femme unique. Vivre jusqu'à la Révolution, prendre part à ses batailles, c'était le plus haut bonheur dont elle rêvait. Rosa Luxembourg a donné au socialisme tout ce qu'elle avait, et il n'y a pas de mots qui puissent exprimer la force de volonté, le désintéressement, le dévouement avec lesquels elle servit sa cause. Elle s'est offerte en holocauste au socialisme non seulement par sa mort, mais aussi par tout son travail, tous les jours, à toute heure, pendant de longues années entièrement consacrées à la lutte. C'est pourquoi elle avait le droit d'exiger des autres qu'ils sachent tout sacrifier — au nom du socialisme —, tout, jusqu'à la vie. Elle était l'épée, elle était le feu de la Révolution. Rosa Luxembourg reste une des plus grandes figures dans l'histoire du socialisme international.

(« Internationale Communiste », n° 5.)

Clara ZETKIN. »

L'AVENIR DE L'ENERGIE ATOMIQUE :

HECATOMBE CAPITALISTE OU CONSTR

facile de voir l'incompatibilité d'une telle combinaison avec le système capitaliste.

Elle risquerait, en effet, en cas d'utilisation généralisée et productive, de démoder une très grande partie des installations industrielles actuelles, d'exiger des capitaux énormes pour les nouvelles installations initiales et de provoquer un accroissement impétueux de la productivité qui étoufferait encore plus rapidement le marché capitaliste soumis aux lois du profit et des besoins solvables.

Pour ces raisons fondamentales, l'utilisation de l'énergie atomique et de tous les récents progrès techniques ne se généralisera que dans les Etats ouvriers dont l'économie planifiée est à la fois capable d'installer un tel appareil productif et de le faire fonctionner sans accélérer pour autant la venue des crises et en craindre les conséquences sociales.

De ce point de vue, l'histoire verra beaucoup plus rapidement le développement sur grande échelle des centrales « automatiques » atomiques en Chine, par exemple, malgré qu'elle parte presque à zéro, que dans les pays sous-développés dépendants de l'impérialisme, et même les pays capitalistes.

De ce point de vue aussi, il faut s'attendre à ce que l'économie soviétique révolutionnée par les nouvelles forces productives et techniques, fasse dans les années à venir un bond, le mettant de loin à la tête de l'économie de tous les pays, y compris les Etats-Unis.

Il ne pourrait rester à ces derniers qu'une « avance » (du reste fort discutable dans ce domaine aussi) dans les armements « atomiques et thermonucléaires » nourris par le colossal budget militaire de l'Etat Capitaliste.

Le danger dont parle Einstein provient en réalité du fait de l'extension terrible prise par l'industrie de guerre atomique dont dispose actuellement l'Etat impérialiste le plus puissant dans l'histoire du capitalisme et qui est placé au milieu d'un bouleversement révolutionnaire social irrésistible.

C'est dans l'usage possible que l'impérialisme américain sera tenté de faire de cette puissance destructive extraordinaire que réside le danger. Si, il y a à peine quelques années quel'un

parlant de l'évolution du rapport de force global entre l'impérialisme coalisé et le camp de la Révolution dont font partie les Etats Ouvriers, avait déclaré qu'elle était en train de se faire, d'une manière fondamentale et irréversible, au détriment de l'impérialisme, on aurait alors crié qu'il exagérait et qu'il se trompait non moins fondamentalement !

La supériorité « écrasante » des Etats-Unis paraissait établie, indiscutable, pour une longue période !

Bien qu'avec une grande lenteur et beaucoup de résistance, des milieux maintenant toujours plus larges sont obligés de se rendre à l'évidence.

par Jean-Paul MARTIN

Et dans la seconde réunion de l'O.T.A.N., les grands chefs militaires de la coalition ont clairement indiqué que seuls les stocks de la bombe A et H aux Etats-Unis protègent encore militairement le système capitaliste, désormais incapable de reconquérir une supériorité sur le plan des armées et des armements classiques. Pour cette raison du reste, ils n'envisagent qu'une guerre basée fondamentalement de leur part sur les armes atomiques.

Sans elles, ils se sentent déjà battus d'avance. Mais sur ce plan même, leur confiance commence sérieusement à fléchir.

Malgré ce que pense Jules Moch (3), il n'est pas certain que l'attaque par surprise aux bombes A et H, puisse assurer à l'agresseur un résultat décisif.

La possibilité de riposte existe déjà et ira croissant.

C'est d'ailleurs cette considération qui explique pour beaucoup les hésitations grandissantes dans les milieux dirigeants impérialistes, tentés d'en « finir » par un Pearl-Harbour atomique contre les Etats Ouvriers, et qui peut aussi justifier l'éventualité d'une neutralisation dans un conflit majeur, au moins des bombes H.

Mais il serait naturellement mortellement dangereux de se baser

Luxembourg : LE PROLETARIAT ALLEMAND au cœur de la Révolution Mondiale

1919

Deux ans après la prise du pouvoir du Parti bolchevick en Russie, toute l'attention du prolétariat mondial se concentre sur la montée du prolétariat allemand.

TOUT POUR LA REVOLUTION ALLEMANDE proclame le parti Bolchevick.

La Bourgeoisie allemande servie par les chefs traîtres de la Social-démocratie décapite la révolution allemande de ses dirigeants incontestés, Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg, ainsi que plusieurs autres dirigeants, du Mouvement Spartacus, tels Joguiches, assassiné en mars 1919.

Privée de sa direction, la première montée du prolétariat allemand est jugulée. Le coup terrible porté aux cadres révolutionnaires du pays pèse ensuite lourdement sur le mouvement ouvrier allemand.

1921-1923

Le prolétariat allemand paye à nouveau chèrement de son sang l'absence d'une direction révolutionnaire ferme, du fait de la faiblesse du jeune Parti Communiste allemand.

1933

Alors que des millions de travailleurs allemands se regroupaient, prêts au combat, derrière les deux puissants partis socialiste et communiste, la criminelle politique sectaire de ces deux organisations se refusant l'une et l'autre en front unique qui eut balayé Hitler, permet à celui-ci d'accéder sans combat au pouvoir.

Tragiquement privé de toute solidarité internationale du mouvement ouvrier, le prolétariat allemand va alors subir 22 ans de martyre nazi.

1945

La défaite de sa bourgeoisie le trouve en butte à l'ignoble politique « anti-boche » des dirigeants des mouvements internationaux stalinien et social démocrate prônant la « responsabilité collective » du peuple allemand.

Malgré tout cela, 10 ans après, en 1955, le prolétariat allemand se dresse à nouveau, en tête des travailleurs de toute l'Europe, contre sa bourgeoisie et le réarmement de celle-ci par l'impérialisme mondial.

Les travailleurs du monde entier ne permettront pas, qu'encore une fois le prolétariat allemand soit laissé seul dans la lutte héroïque qu'il commence à nouveau.

Comme en 1933, l'impérialisme mondial coalisé, donnera toute son aide à la bourgeoisie allemande pour venir à bout de cette lutte.

Les travailleurs d'Europe et du monde, suivant les préceptes de Liebknecht, apporteront leur aide au prolétariat allemand en luttant DANS LEUR PROPRE PAYS, CONTRE LEUR PROPRE CAPITALISME, complice de la bourgeoisie allemande.

Ils lui donneront toute l'aide de leur solidarité agissante en organisant cette lutte EN COMMUN AVEC LUI; en exigeant de leurs directions P.C. et P.S. une CONFERENCE OUVRIERE INTERNATIONALE de lutte contre la guerre des impérialistes.

Vive la lutte du prolétariat allemand contre la guerre !

Vive la solidarité internationale des travailleurs !

L. PERIER.

ATOMIQUE : CAPITALISTE OU CONSTRUCTION SOCIALISTE

parlant de l'évolution du rapport de force global entre l'impérialisme coalisé et le camp de la Révolution dont font partie les Etats Ouvriers, avait déclaré qu'elle était en train de se faire, d'une manière fondamentale et irréversible, au détriment de l'impérialisme, on aurait alors crié qu'il exagérait et qu'il se trompait non moins fondamentalement !

La supériorité « écrasante » des Etats-Unis paraissait établie, indiscutable, pour une longue période !

Bien qu'avec une grande lenteur et beaucoup de résistance, des milieux maintenant toujours plus larges sont obligés de se rendre à l'évidence.

par **Jean-Paul MARTIN**

Et dans la seconde réunion de l'O.T.A.N., les grands chefs militaires de la coalition ont clairement indiqué que seuls les stocks de la bombe A et H aux Etats-Unis protègent encore militairement le système capitaliste, désormais incapable de reconquérir une supériorité sur le plan des armées et des armements classiques. Pour cette raison du reste, ils n'envisagent qu'une guerre basée fondamentalement de leur part sur les armes atomiques.

Sans elles, ils se sentent déjà battus d'avance. Mais sur ce plan même, leur confiance commence sérieusement à fléchir.

Malgré ce que pense Jules Moch (3), il n'est pas certain que l'attaque par surprise aux bombes A et H, puisse assurer à l'agresseur un résultat décisif.

La possibilité de riposte existe déjà et ira croissant.

C'est d'ailleurs cette considération qui explique pour beaucoup les hésitations grandissantes dans les milieux dirigeants impérialistes, tentés d'en « finir » par un Pearl-Harbour atomique contre les Etats Ouvriers, et qui peut aussi justifier l'éventualité d'une neutralisation dans un conflit majeur, au moins des bombes H.

Mais il serait naturellement mortellement dangereux de se baser

sur une telle éventualité, ou de minimiser l'étendue des catastrophes que provoquerait un emploi des seules armes atomiques « tactiques ».

La nécessité fondamentale de lutter pour le seul désarmement efficace de l'impérialisme, celui de la prise du pouvoir dans chaque pays capitaliste par le prolétariat, n'élimine pas l'importance d'une série de MOTS D'ORDRES TRANSITOIRES qui peuvent mobiliser les masses dans la direction de cette lutte et la rendre plus facile.

Il faut exiger :

LA DESTRUCTION DES STOCKS EXISTANTS DE BOMBES A ET H.

L'INTERDICTION D'UNE NOUVELLE PRODUCTION DE CES ARMES et

LA RECONVERSION DE LEURS USINES EN INDUSTRIES DE PRODUCTION D'ENERGIE ATOMIQUE POUR DES USAGES PACIFIQUES, SOUS CONTROLE OUVRIER DEMOCRATIQUE, NATIONALLEMENT ET INTERNATIONALLEMENT.

Un tel mot d'ordre a contre lui — entre autres — le fait que le contrôle devient maintenant de plus en plus difficile.

Le nombre de bombes déjà fabriquées, l'amélioration de la technique de leur production, la multiplicité des usines et des lieux d'entrepôts, compliquent sans cesse l'exercice d'un contrôle efficace.

D'autre part, comme le constate Jules Moch (4) « plus on tarde à instaurer le contrôle, moins il offre de sécurité ».

« La raison est simple. Les techniciens admettent qu'en inspectant une usine déjà en fonctionnement, en connaissant la date de construction, la puissance électrique qu'elle absorbe, etc., on arrive à déterminer la production passée, mais seulement à 5 ou 20 % près ».

La fraude, de la part d'un Etat stockant une partie de la production d'armements atomiques est une éventualité avec laquelle il faut compter, surtout si le contrôle international est assuré par des organismes tels qu'on les prévoit à l'O.N.U. et non pas par des ORGANISMES OUVRIERS NATIONAUX ET INTERNATIONAUX.

Mais en même temps, ce mot d'ordre rencontre incontestablement un vaste écho parmi les larges masses alarmées et contribuera à les mobiliser dans UNE LUTTE DONT LA LOGIQUE, LA PERSPECTIVE, DOIT ETRE DE DEVENIR LA LUTTE POUR LE POUVOIR.

Un autre MOT D'ORDRE TRANSITOIRE vient d'être suggéré par une partie des savants atomistes aux Etats-Unis : L'INTERDICTION DES NOUVELLES EXPERIENCES ATOMIQUES.

Sans expérimentation nouvelle il ne peut y avoir perfectionnement technique.

Etant donné que même la bombe H n'est pas une fin dans la gamme terrifiante des possibilités destructives, il y a un intérêt évident à bloquer la course à son niveau actuel. Ce mot d'ordre peut trouver d'autre part un écho d'autant plus grand que divers savants ont mis en lumière les conséquences nuisibles à long terme des explosions atomiques déjà effectuées (5).

D'autre part, l'interdiction de nouvelles expériences atomiques ne nécessite pas forcément la visite sur place d'un organisme de contrôle. En effet, on dispose actuellement d'appareils enregistreurs capables de détecter immédiatement une explosion atomique dans n'importe quel pays. Une autorité internationale de contrôle, UNE AUTORITE INTERNATIONALE OUVRIERE, disposant de ces appareils, peut très bien contrôler à distance la stricte application d'une telle interdiction.

Les organisations prolétariennes révolutionnaires ont le devoir de propulser une propagande constante contre l'usage destructif que l'impérialisme compte faire, de la plus extraordinaire force productive que l'homme a jusqu'ici maîtrisée ; de populariser les méfaits immédiats et à long terme d'un tel usage, en contraste avec les réalisations possibles d'un usage pacifique de l'énergie atomique. Elles ont le devoir de construire, entre autres par la mobilisation sur ces mots d'ordres de caractère transitoire, le courant le plus large possible de lutte pour le RENVÈSSEMENT DU CAPITALISME, seule garantie en définitive véritable d'échapper à l'holocauste atomique.

10-1-55.

(1) Uranium 235.

(2) On considère, en effet, que la « masse critique » nécessaire pour une bombe A s'élève à plusieurs kilogrammes de matière « fissile ».

(3) Voir de lui « La folie des hommes ».

(4) La Folie des Hommes, p. 265.

(5) Entre autres, le jeune savant français Charles-Noël Martin, dans la communication récente qu'il a fait à l'Académie des Sciences de Paris.

De tous les Pays

ARGENTINE

Peron contre l'Eglise

Après une violente campagne anticléricale menée par la C.G.T. et certains journaux dépendant du gouvernement le Président Peron vient de prendre une série de mesures contre l'Eglise catholique. Toute son action vise à interdire la constitution d'un Parti démocrate-chrétien que tentaient de fonder les évêques catholiques. Extrêmement riche et puissant, lié aux propriétaires fonciers, le clergé représente une des principales forces réactionnaires de l'Argentine ; ses privilèges scolaires lui confèrent un ascendant réel sur la jeunesse intellectuelle ; il a de plus cherché à concrétiser son influence sur les masses en s'infiltrant dans la C.G.T. Le résultat de cette tentative aurait été le détournement au profit de la réaction d'une partie importante de la base populaire du régime Peron. En stoppant cette offensive de la droite, le gouvernement a écarté une lourde menace contre sa stabilité. La menace la plus lourde en fait depuis la montée gréviste du printemps 54.

CHILI

Ibanez en danger

Le général Ibanez a déclaré l'état de siège au Chili pour faire face à la montée populaire qualifiée « d'agitation communiste » mais ses opposants conservateurs majoritaires à la Chambre ont refusé cette mesure. Le Ministre de l'Intérieur a voulu passer outre il a fait arrêter les directeurs de deux journaux, mais le Sénat à son tour a voté contre la proposition gouvernementale. Ibanez a dû céder, abroger son décret et remanier son Ministère. Fait notable le général a recherché au cours de la crise un appui à gauche en faisant appel au parti socialiste populaire. Mais le Comité Central de cette organisation a refusé toute participation. C'est le témoignage des rapports existants entre le PSP et les masses chiliennes.

ALLEMAGNE

Les Jeunes contre la militarisation

Les jeunes allemands de l'Ouest refusent plus que jamais de mettre le sac au dos pour leur bourgeoisie. A l'instigation des jeunes syndicalistes un vaste mouvement de protestation se développe : en Bavière, à Dusseldorf, à Munich, des manifestations de rue ont lieu, regroupant des milliers de jeunes. Encore et toujours : solidarité avec le prolétariat allemand.

L'ASIE EN MARCHÉ

Conférence des puissances du Sud-Est

A Djakarta, l'Inde, le Pakistan, Ceylan, la Birmanie et l'Indonésie liées par le pacte de Colombo viennent de tenir une conférence. La tenue d'une réunion des puissances d'Afrique et d'Asie a été décidée. Malgré les réticences de Ceylan et du Pakistan plus soumis à l'influence impérialiste, la Chine Populaire a été invitée à cette assemblée. Par ailleurs, le communiqué final blâme l'emploi et l'expérimentation des armes thermo-nucléaires : Dans l'ensemble, échec américain et succès pour la Chine. Après les contacts noués entre Pékin, l'Inde et la Birmanie après l'élaboration d'une politique indépendante par Nehru les résultats de cette conférence montrent quelle influence la victoire de la révolution chinoise exerce sur l'équilibre des forces dans le monde. La contre-offensive américaine amorcée par la convocation du conseil du pacte du Sud-Est asiatique n'empêchera pas les peuples d'Asie de faire les premiers pas sur une voie qui les conduira à plus ou moins longue échéance vers l'émancipation révolutionnaire.

Réunion des partis socialistes Asiatiques

A Tokio s'est tenue en décembre une conférence des partis socialistes d'Asie qui constitue une organisation distincte de la 2^e Internationale. Cette assemblée revêt dans le rapport des forces existant en Asie, une très grande importance, car certaines des organisations représentées tel le P.S. de gauche du Japon jouent un rôle décisif dans la vie politique de leur pays. Un observateur du L.S.S.P. section cinghalaise de la IV^e Internationale assistait à cette conférence.

JAPON

Le mouvement ouvrier possède toujours une vitalité inouïe

La grève des 2.000 métallurgistes de MARORAN en est un symptôme : depuis le 17 juin ces ouvriers étaient en grève contre 900 licenciements voulus par les patrons. Après 6 MOIS de lutte ils viennent d'obtenir 750 réintégrations.

EN U.R.S.S. ET DANS LES DÉMOCRATIES POPULAIRES

L'AFFAIRE DJILAS

Il y a moins d'un an, Djilas — jusqu'alors membre du B.P. et théoricien de l'ex-P.C. yougoslave — était exclus de ses fonctions de la ligue des communistes, un peu plus tard il démissionnait de cette organisation. Et maintenant, Djilas ainsi que Dedijer, auteur de la biographie officielle de Tito, sont poursuivis devant les tribunaux de leur pays.

Formellement il leur est reproché de s'être adressés à la presse étrangère pour se plaindre du manque de démocratie dans leur pays et dans le P.C. yougoslave. Plus précisément, Djilas revendique le droit de constituer un deuxième parti en Yougoslavie. Apparemment il y a une différence entre ce qu'il écrivait voici un an, qui lui valut le retour à la base, et ce qu'il écrit aujourd'hui. Alors, il proposait qu'il n'y eut plus de parti, d'organisation disciplinée avec un programme politique. Aujourd'hui, il se prononce pour un second parti.

Il revendique ce droit au nom de la démocratie. C'est le clou qu'il prétend enfoncer. Mais quand on veut procéder à une telle opération, encore faut-il savoir dans quel on l'enfonce et pour y accrocher quoi ? Autrement dit, on voudrait bien connaître le programme de Djilas, on voudrait bien savoir pour quels intérêts de classe il se présente en champion de la démocratie. Dans ses déclarations au New-York Times, il est à ce sujet silencieux. Toutefois, on peut aisément déceler son orientation au moyen de quelques phrases. Tout d'abord, il renouvelle une fois de plus ses attaques contre Trotsky, afin de détourner ceux qui pourraient croire que sa lutte pour la démocratie à quelque rapport profond avec la lutte des opposants contre Staline. Il reproche à Trotsky et aux autres opposants « d'avoir voulu être plus léniniste que Staline ».

Ainsi, c'est bien clair : il veut la démocratie pour combattre le léninisme, c'est-à-dire le programme marxiste du prolétariat révolutionnaire. S'il condamne son ancien parti, c'est dans la mesure où celle-ci se rattache au prolétariat, au léninisme. Il ne cherche nullement, comme le feraient des trotskystes, à lutter dans ce parti prolétarien pour éliminer des conceptions, des théories fausses héritées du stalinisme, telles la conception du « socialisme dans un seul pays », ou la négation d'une Internationale prolétarienne.

Ce qu'il veut discuter de la politique de son ancien parti, dit-il dans sa déclaration, c'est la politique paysanne de la direction yougoslave. En fait, elle a été au cours des dernières années très souple, et il est douteux que Djilas demande qu'elle devienne tant soit peu plus rigide. Où veut-il en venir ? Le sait-il seulement ? Ce qu'il dit montre que les forces de droite qui l'impulsent l'an dernier ne cessent d'agir sur lui.

Il s'est exprimé dans un journal américain. Il est vrai, à sa décharge, qu'il n'a pas été autorisé à s'exprimer légalement dans son pays, qu'il n'a pas

été autorisé à publier un organe si minime soit-il. Nous ne pensons pas qu'il ait tenté de s'adresser illégalement aux communistes, aux ouvriers yougoslaves. A vrai dire, ses tendances ne le portent pas vers une telle activité, au moment où il laisse entendre les pires choses sur ce parti dont il était hier encore le dirigeant. Sa position erronée, ses tendances dangereuses lui ont fait faire un acte politique dont la signification dépasse sa personne. Car, il ne peut y avoir de doute que l'impérialisme s'inquiète du jeu actuel du gouvernement yougoslave, depuis le rétablissement de rapports avec l'U.R.S.S. et ses satellites. Il est très vraisemblable que l'impérialisme, en offrant un peu de publicité à Djilas a choisi le moment où il voulait exercer une certaine pression et tâter le terrain en ce qui concerne les tendances du gouvernement yougoslave.

Ce dernier se trouve placé dans une situation délicate. Il est prisonnier de sa conception stalinienne du parti unique et monolithique. D'autre part, il lui est difficile de donner à ces actes de Djilas et Dedijer plus d'importance effective qu'ils n'en ont réellement : c'étaient essentiellement des actes symboliques qui ne pouvaient être ignorés, mais qui ne pouvaient pas avoir de conséquences immédiates pour le régime.

Nous verrons la suite que leur donnera la justice yougoslave.

LE CONGRÈS DES ÉCRIVAINS SOVIÉTIQUES

Le Congrès des écrivains soviétiques a, à sa façon, mis en lumière des traits de l'évolution présente de la société soviétique.

Peu après la mort de Staline, une certaine « libéralisation » du régime s'était manifestée notamment dans le domaine littéraire où permission avait été donnée de sortir des cadres du jdanovisme. Ehrenburg était un de ceux qui avaient eu pour mission d'ouvrir légèrement les vannes. Mais, très rapidement les choses en vinrent plus loin que ne le voulaient les dirigeants du Kremlin : des livres, des pièces de théâtre virent le jour qui mettaient au fond en cause la bureaucratie et son régime. Aussi donnèrent-ils un coup de frein, et certains se virent fortement rappeler à l'ordre.

Le Congrès des écrivains a confirmé ce fait : La « libéralisation » a ses limites, le pouvoir bureaucratique ne doit pas être mis en cause. Dans ce cadre, les intellectuels sont toutefois invités à produire de meilleures œuvres. Prétention ridicule qui exige une bonne production intellectuelle dans un régime de « liberté » dirigée et étreinte, sous la férule de censeurs !

Mais le Congrès a montré également que le coup de frein n'a pas ramené le statu quo ante. De nombreuses critiques ont été formulées avec vigueur contre les bureaucrates du monde littéraire et artistique. Et, ceux qui ont fait preuve d'esprit critique, qui ont — si on peut dire — constitué une opposition (dans des limites données, mais plus larges que le cadre officiel), n'ont pas été écartés du comité de direction nouvellement nommé. Là aussi, ce n'est pas un changement de nature des dirigeants qui s'est manifesté, mais c'est un changement des rapports des forces sociales qui y trouve son reflet.

LA BOURGEOISIE ANGLAISE A CÉDÉ DEVANT LA MENACE DES CHEMINOTS

A peine remise des émotions causées par la grève des dockers, l'Angleterre bourgeoise et conservatrice vient de connaître des tranches nouvelles. Les 400.000 travailleurs affiliés au syndicat des cheminots ont menacé de se mettre en grève pour une augmentation de salaires. C'était, devant les yeux de tous les patrons la perspective d'un arrêt total de la production. C'était, depuis la grève générale de 1926 qui avait ébranlé jusqu'aux fondations la solide métropole britannique, un des plus grands conflits qui soit né en Angleterre. C'est ce qui explique la fièvre avec laquelle, à l'instar de W. Churchill revenant rapidement à Londres, le gouvernement a recherché un compromis.

Les cheminots sont parmi les plus mal payés des travailleurs britanniques. Ils ont un salaire hebdomadaire inférieur de 2 à 3.000 Frs à celui de la plupart des autres catégories. Ils demandaient donc une augmentation de 15 %. La commission des transports, (office gouvernemental puisque les transports ferroviaires sont nationalisés) ne leur avait consenti en 1954 qu'une augmentation de 4 %. Les travailleurs du rail n'avaient qu'une ressource : montrer dans une grève l'étendue de leur force.

Arguant du déficit du budget des transports, le gouvernement refusa d'abord de prendre en considération les revendications. Une commission d'enquête lui donna indirectement tort en soulignant la nécessité de « reconsidérer l'échelle des salaires ». On chercha alors à atterrir mais les dirigeants du syndicat s'obstinèrent : ils voulaient des satisfactions, « chiffrées » et non des promesses. Notons au passage que ce syndicat appartient à la gauche du Labour Party. Mais la fermeté des responsables était due avant tout à l'enthousiasme des syndiqués prêts à marcher d'un seul bloc si on ne leur accordait pas leurs revendications.

Finalement la commission des transports céda. Les cheminots obtinrent des satisfactions importantes. Les catégories les plus basses reçurent une augmentation hebdomadaire de 400 Frs, le sort des mécaniciens et chauffeurs devant être réglé par la suite.

Cette grève manquée a marquée les progrès rapides qu'effectue actuellement le mouvement ouvrier anglais. Chaque lutte montre la combativité de secteurs importants du prolétariat britannique ; elle pose en même temps les problèmes politiques les plus élevés : par exemple le déficit des transports, argument du gouvernement, est dû en grande partie au fait que les entreprises de camionnage très rentables ont été dénationalisées par les conservateurs qui payent par ailleurs une forte indemnité annuelle aux anciens propriétaires des chemins de fer. Comment ne pas souhaiter dans ces conditions la venue d'un gouvernement du Labour Party qui, en appliquant un programme de classe modifierait la situation actuelle de l'économie britannique.

Les militants travaillistes qui pensent aux prochaines élections générales n'ignorent pas ces problèmes et nul doute que dans l'opposition bévaniste, les militants aborderont ces perspectives, en lutte contre la politique capitulante des dirigeants droitières.

La récente grève des dockers a amené Tribune à se solidariser entièrement avec les travailleurs en lutte. Ce qui a provoqué des heurts avec le Comité Exécutif du Labour Party. La direction a eu vis-à-vis des cheminots une attitude plus prudente. Attendons néanmoins de nouvelles batailles politiques dans le parti de la classe ouvrière anglaise, en liaison avec de nouveaux développements de la lutte de classe dans ce pays.

J. ROBLIN.

Bouleversement profond dans le Parti Communiste Belge

L'article de notre correspondant de Belgique sur la crise du P.C. belge, que nous publions ci-après, retiendra particulièrement l'attention des militants du mouvement ouvrier français, et tout spécialement les militants du P.C.F. L'expérience du P.C. belge qui y est décrite présente en effet une incontestable analogie avec celle du P.C. français en ce qui concerne la politique suivie par ces deux organisations. Les formes revêtues par la crise du P.C. belge à l'étape actuelle comportent une lutte ouverte et des accusations directes contre la direction et son limogeage quasi total. Cette situation est naturellement très différente de celle du P.C.F. Ceci tient

essentiellement au fait que le P.C. belge étant, après la catastrophe de l'après-guerre de 1944-47, redevenu un petit parti sans influence de masse, la force de l'appareil bureaucratique de la direction y est beaucoup moindre que dans le P.C.F. C'est ce qui explique en partie qu'après une expérience politique en bien des points identique, la réaction des militants de ce Parti soit bien plus directe et brutale que celle des militants du P.C.F., parti de masse dont la direction possède un prestige et une marge de manœuvre incomparablement plus grande que celle du P.C. belge.

Bruxelles, le 1-1-55.

Le Congrès du P.C. belge, qui s'est clos à Vilvorde le 12 décembre dernier, a provisoirement mis fin à la crise la plus grave qu'un parti stalinien ait jamais connue en Europe. Après des attaques publiques de militants communistes contre leur direction, au cours de toute la période préparatoire au Congrès, cette direction a été radicalement modifiée. Six des sept membres du Bureau Politique ont été éliminés, dont les trois secrétaires. Le poste de secrétaire général a été supprimé. Les responsables de toutes les branches de la direction, y compris celui de la presse et du travail parlementaire, ont été changés. En fait, on peut dire sans exagérer que l'ensemble de la direction a été changée !

UN LONG DECLIN PRECEDA LA CRISE

Le P.C. belge, traditionnellement un petit parti, réussit un bond en avant à la « libération », grâce au rôle dirigeant qu'il joua dans le mouvement de résistance des masses contre l'occupation nazie. Sorti de la clandestinité à la tête de l'Armée belge des Partisans, à la tête de la principale organisation de résistance (Front de l'Indépendance), à la tête d'une centrale syndicale majoritaire chez les mineurs (les Syndicats Uniques), le P.C. belge semblait lancé sur la voie qui menait les P.C. français et italien à la tête de la classe ouvrière de leur pays.

Sentant ce danger, la bourgeoisie s'empressa d'associer la direction communiste à la restauration de l'Etat et de l'économie capitalistes dès septembre 1944. Les premiers ministres communistes firent leur apparition et eurent l'insigne honneur de contre-signer le décret de dissolution de l'Armée des Partisans. Les dirigeants communistes se solidariseront avec la politique de blocage des salaires et l'interdiction des grèves, promulguée par les dirigeants réformistes.

Les effets désastreux de cette politique ne tardèrent point à se manifester. Déjà aux premières élections générales d'après-guerre, le P.C. était en sérieuse perte de vitesse par rapport aux positions acquises en 1944. S'il obtint néanmoins 23 députés et 13 % des voix, ce fut un indice net de l'ampleur des gains précédemment réalisés. Mais dès que, grâce à sa politique de collaboration de classe, la stabilisation relative de l'économie capitaliste fut acquise, son influence alla rapidement en baissant. La bourgeoisie n'eut plus besoin de ses services et flaquait à la porte les ministres communistes. Les dirigeants réformistes n'eurent également plus besoin de l'aide du P.C. pour canaliser les forces militantes dans les syndicats. Les dirigeants communistes perdirent tous leurs postes de direction à la F.G.T.B.

Lorsque, finalement, le Parti socialiste belge passa dans l'opposition et mena, sur des objectifs limités, des batailles vigoureuses contre la bourgeoisie (question royale, défense de la sécurité sociale, réduction du service militaire, etc.), l'influence du P.C. dégringola complètement. Aux dernières élections il n'obtint plus que 4 députés et 2,5 % des voix, moins même qu'il n'avait obtenu avant la guerre.

UNE REVOLTE CONTRE LA DIRECTION DANS LE P.C. BELGE

En même temps, ses organisations se vidèrent et une profonde crise de méfiance envers la direction secoua le noyau de militants actifs qui y restait.

Sans aucun doute, ce qui s'est passé en U.R.S.S. depuis la mort de Staline, les appels constants à la « direction collective » et à « l'autocritique », contribuèrent-ils à pousser les militants communistes belges sur cette voie.

Et sans doute aussi, Moscou qui intervint dans le P.C. belge par l'intermédiaire des dirigeants du P.C. français (notamment d'E. Fajon), encouragea un renouvellement partiel d'une direction dont la faillite était devenue trop éclatante pour pouvoir être plus longtemps masquée. On ignore cependant si Moscou s'attendait à un bouleversement aussi radical que celui qui est survenu.

Toujours est-il qu'une série d'organisations locales du P.C. centrées autour des régions de Liège et du Borinage — les deux régions dans lesquelles le P.C. conserve une petite base dans la masse ouvrière, prirent l'initiative d'une révolte ouverte contre l'ancienne direction Lallemand-Torfs-Borremans.

Elles commencèrent par exiger et par obtenir une tribune de discussion publique avant le Congrès du parti. Contrairement à ce qui s'est passé en France à la veille du dernier congrès du P.C.F., cette discussion alla du particulier au général et permit aux militants d'exprimer toute leur méfiance envers la direction.

CONTRE LE CENTRALISME BUREAUCRATIQUE

Prenons d'abord le thème du centralisme bureaucratique, de l'étouffement de la liberté de critique et de la démocratie dans l'organisation. Il a été amplement illustré au cours de la discussion, dans la tribune de discussion du Drapeau Rouge du 18 novembre 1954. J. Fonteyne (Bruxelles) écrit qu'il n'y a pas de participation active de la base à la politique du P.C. Un secrétaire de la fédération Ath-Tournai-Lessines (province du Hainaut), écrit dans le Drapeau Rouge du 8 décembre 1954 que le P.C. a été dirigé pendant des années par une oligarchie, et il poursuit :

« Cette situation du parti a été le terrain idéal pour la croissance du caporalisme, de la planomanie, du mépris à l'égard du « cheptel » militant, du mépris à l'égard du « cheptel » militant. »

D'autres militants de la fédération bruxelloise écrivent dans le Drapeau Rouge du 23 novembre 1954 :

« L'atmosphère du Parti n'est pas à la discussion franche et cordiale. De nombreux camarades craignent de parler, hésitent et souvent se taisent. D'autres attendent que toutes ces discussions cessent pour reprendre le travail. D'autres enfin, lassés, prétendent ne plus rien faire. »

Et encore :

« Il y a de multiples façons de brimer la critique, allant de la non-sollicitation de celle-ci jusqu'à des tentatives de discréditer les camarades qui en usent, méthodes qui ont eu cours pendant longtemps au sein du Parti. »

La critique du centralisme bureaucratique qui règne au sein du P.C. belge ne s'est pas arrêtée à la demande de changement des organismes de direction. Certains militants ont même proposé des modifications de statuts et d'habitudes organisationnelles, afin d'obtenir des garanties majeures de démocratie pour l'avenir.

Ainsi, une militante de la fédération bruxelloise demande (Drapeau Rouge, 18-11-1954) que tous les organismes de direction soient élus au vote secret dans les assemblées. R. Noël, de la fédération du Borinage (province du Hainaut), demande (Drapeau Rouge, 24-11-1954) que la direction transmette à toutes les cellules du parti les motions votées dans une quelconque d'entre-elles. Finalement, le secrétaire de la Fédération d'Ath-Tournai-Lessines demande dans son article mentionné ci-dessus que toutes les questions importantes soient obligatoirement discutées dans les assemblées de base avant les réunions du Comité Central.

CONTRE LE SECTARISME ENVERS LES TRAVAILLEURS SOCIALISTES

Ce même camarade résume sa critique de la ligne politique du P.C. dans cette formule lapidaire : « Nous sommes devenus une secte raisonnante pour elle-même... »

Parlant au Congrès, L. Giriot, de la Fédération du Brabant wallon, déclare :

« L'ennemi principal ce sont les patrons et non pas les dirigeants de la F.G.T.B. Nos mots d'ordre ont souvent favorisé les disputes entre ouvriers socialistes et communistes... Souvent notre Parti a parlé de l'unité avec les travailleurs socialistes. Mais les actes n'étaient pas conformes aux paroles. Il cite l'exemple des campagnes électorales dirigées, en grande partie, contre les dirigeants socialistes. » (Drapeau Rouge, 13 décembre 1954.)

Des militants ont critiqué l'attitude sectaire en matière syndicale, qui consiste à vouloir créer ou maintenir en vie de petits syndicats « purs » à côté de la F.G.T.B. On a sévèrement critiqué l'erreur de la direction qui consiste à lancer des mots d'ordre d'action différents de ceux des directions syndicales au moment où les masses s'engagent déjà dans l'action sur ces derniers mots d'ordre. Et on a condamné toute la politique stalinienne qui, sous prétexte de distinguer un « camp

de la paix » d'un « camp de la guerre », a jeté dans le même sac dirigeants sociaux-démocrates et dirigeants capitalistes. Un militant a même posé la question pertinente : « Que signifie la formule : la Belgique fait encore partie du « camp de la guerre » ? La classe ouvrière belge se trouve-t-elle dans le « camp de la guerre » ? Sans le savoir, ce militant a fait un pas décisif de la conception stalinienne vers la conception de classe.

DIX ANNEES D'ERREURS

Mais la critique politique ne s'est pas arrêtée à l'analyse des erreurs sociales commises par le P.C. depuis 1947. Elle est remontée vers les sources de ces erreurs qu'elle a, à juste titre, recherchées dans les erreurs opportunistes commises dans la période 1944-1947.

« L'analyse des erreurs commises depuis près de dix ans conduit inévitablement à cette appréciation, en raison de la gravité, du nombre et surtout de la répétition de ces erreurs », écrit un militant du Borinage dans le Drapeau Rouge du 7 décembre 1954. Dans le même numéro du journal, nous trouvons une lettre intéressante d'un militant de Charleroi qui écrit notamment :

« Faiblesse des thèses sur la question de l'uranium congolais. N'y a-t-il pas là aussi une survivance atténuée du temps où nos camarades ministres s'accommodaient d'être liés par ce monstrueux accord antisoviétique ? Je ne saurais le dire et je ne comprend rien à la dialectique marxiste, mais je n'ai jamais reçu de réponse aux communications orales ou écrites dans lesquelles je m'inquiétais de la justification doctrinale de la participation de notre Parti aux gouvernements bourgeois de 1945 à 1947... Je voudrais que l'on m'explique en quoi les thèses classiques du marxisme condamnant la participation ministérielle en régime capitaliste se trouvaient contournées en Belgique à cette époque. »

Au Congrès même, un vieux membre dirigeant du P.C. Van den Boom, est allé jusqu'à déclarer :

« Nos erreurs remontent en effet aux fautes de principes commises à la Libération — notamment dans l'appréciation fautive que la direction du Parti avait formulé à l'époque concernant les voies de passage au socialisme (faut-il ou non passer par la dictature du prolétariat)... A l'époque on estimait pouvoir passer au socialisme par la voie parlementaire et participationniste au gouvernement. Cet erreur est à la base des erreurs qui ont suivi... notre attitude vis-à-vis des luttes revendicatives de la classe ouvrière lors de notre présence au gouvernement. »

Henri VALLON.

P.-S. — Dans le numéro 319 (17 décembre 1954) de « Pour une Paix durable... », organe du Kominform, paraît un compte-rendu de ce Congrès du P.C. belge, sans aucune allusion à l'existence d'une crise quelconque dans ce parti. On y apprend que c'est le camarade E. Lallemand qui a présenté le rapport du C.C., sans mentionner sa qualité de secrétaire général sortant et sans rien dire sur ce rapport ni sur le contenu de la discussion. Ce prétendu compte-rendu se termine ainsi : « Le Congrès a élu un CC composé de 55 membres. La session du nouveau CC tenue après le Congrès a élu les organismes dirigeants. Le secrétariat du C.C. est composé des camarades (tels et tels). Les camarades (tels et tels) font partie du B.P. du C.C. ».

Dans ces listes ne figurent évidemment plus Lallemand et les autres dirigeants éliminés. Mais l'organe du Kominform n'en informe pas ses lecteurs et ne considère pas nécessaire de fournir une explication quelconque à ce sujet. Il est vrai que l'attitude des communistes belges envers leur direction est un exemple auquel il serait dangereux de donner de la publicité.

Nous venons par ailleurs d'apprendre qu'à la réunion à huis-clos, qui a élu la nouvelle direction, le congrès n'accepta pas la présence des représentants des partis des démocraties populaires.

Dans le prochain numéro de la Revue « IV^e Internationale », nos lecteurs trouveront l'appréciation plus détaillée de la discussion ci-dessus reproduite de ses limites et des perspectives ouvertes quant au développement de la crise du P.C. belge.

LES FORGERONS DE FRONCLES CONTRE LE TRUST CITROËN

Froncles, le 15-1-55.

Depuis plus d'un mois et demi la lutte pour les 20 Frs se poursuit aux Forges de Froncles, filiale Citroën.

Après les menaces de licenciements contre les secrétaires de sections syndicales, que les grévistes écartèrent (un soir les vitres de la maison du Directeur volèrent en éclats), la Direction, avec l'appui d'un Secrétaire d'Etat, décida de mettre fin au conflit, (qui à leur avis était manifestement entretenu par des « meneurs »), et pour cela il fut décidé l'organisation d'un référendum à bulletin secret.

Devant la prolongation du conflit qui entraîne une grande misère pour les forgerons et qui pose de multiples problèmes aux dirigeants de la grève, devant aussi la demande des autres organisations syndicales, la C.G.T. accepta.

Alors que le référendum était prévu pour 19 heures, le Préfet fit battre le tambour dans tous les petits villages où sont repartis les forgerons, les avisant que se référendum avait lieu à 14 heures sous contrôle des « autorités ».

Une centaine de grévistes refusèrent de se rendre au référendum de la direction ; moins au courant, et en l'absence d'une hostilité à cette consultation de la part des dirigeants de la grève, le reste vota cependant à 80 % pour la continuation de la grève.

Lorsque l'on sait qu'une quinzaine de membres du Comité de Grève sont parmi les 55 qui votèrent contre (les responsables hésitant à affronter la prolongation d'un conflit particulièrement pénible en ces mois d'hiver), on peut mesurer l'extraordinaire combativité des forgerons aussi unis qu'au départ.

La Direction pensait que l'abandon des sanctions contre les

trois secrétaires syndicaux pouvait suffire à l'arrêt du conflit.

« Pas du tout », ont répondu les forgerons, « nous sommes partis pour l'augmentation de nos salaires, nous continuons. »

-S'il faut aujourd'hui, aux orga-

nisations dirigeantes de la classe ouvrière, un test sur la combativité de celle-ci il ne fait aucun doute que la grève des forgerons de Froncles constitue l'exemple type des capacités de combat immenses de la classe ouvrière.

G. PERILLIER.

CINQ SEMAINES DE GRÈVE

Les Photograpeurs et la Fédération du Livre

Il y avait deux ans que les pourparlers traînaient avec les patrons du Livre lorsque les photograpeurs ont décidé la grève illimitée après une grève d'avertissement de 24 heures le 6 décembre, pour obtenir satisfaction sur leurs revendications catégorielles et pour défendre leurs conditions d'apprentissage. En effet, les patrons ne voulant pas soumettre celui-ci au contrôle de l'Institut National des Arts Graphiques, cela équivalait, en leur abandonnant l'apprentissage, à admettre la formation d'une main-d'œuvre au rabais — et la question est d'importance dans une profession qui demande cinq ans d'apprentissage. Dès les premiers jours, la grève fut effective à 90 % — près de 1.000 ouvriers sur 1.100 pour la Région parisienne et la totalité des ateliers touchés.

Au raidissement patronal refusant de siéger à la Commission Nationale de Conciliation « avant que le travail ait repris » répondit aussitôt la solidarité ouvrière INTERNATIONALE — les photograpeurs suisses en particulier imposant à leurs patrons le refus d'effectuer le travail envoyé de Paris, en même temps que se manifestait la solidarité financière des sections belges et hollandaise... et l'unité d'action particulièrement importante dans cette branche où existe la pluralité syndicale, la Fédération du Livre F.O. se prononçant pour la grève tant que la C.F.T.C., tout en n'apportant qu'un appui plus nuancé, laissait ses adhérents participer au mouvement.

C'est pourquoi il est particulièrement regrettable que le Syndicat du Livre Parisien ait attendu beaucoup plus longtemps pour prendre position sur cette grève... sous le prétexte discutable d'ailleurs que celle-ci n'avait pas été décidée dans les « formes » prévues par les statuts du livre, puisqu'il fallut attendre la réunion extraordinaire du Conseil Central du 30 décembre pour obtenir enfin du Livre un appui assez réticent après trois semaines de grève ! Tandis que la solidarité de la base, qui ne demandait qu'à se manifester accueillait fort bien le « vœu » du Conseil Central de faire verser une heure de salaire par semaine par les autres travailleurs du Livre à la caisse des grévistes (ce le-ci passant pour une fois avant la caisse de la Fédération), l'appui effectif que représentait la participation « technique » à la grève des héliograpeurs et des photograpeurs de presse était particulièrement sensible aux ouvriers en lutte.

Dans le même temps, les dirigeants de la Fédération du Livre publiaient le 16 décembre une déclaration commune avec les patrons de l'imprimerie, déclaration qui énonce notamment que

les soussignés « se déclarent résolus à examiner en toute objectivité la situation sous ses différents aspects et à rechercher ensemble toutes les mesures susceptibles de faire que l'imprimerie et les industries graphiques surmontent leurs difficultés présentes et futures » et reconnaissent SANS RESERVES un certain nombre de considérations générales tendant à « apporter à la profession une prospérité profitable à tous ses membres : employeurs, cadres et contremaîtres, ouvriers et employés » et à « créer un climat exempt de tout état d'esprit rétrograde, c'est-à-dire exempt de régression sociale de la part des employeurs, de revendication démagogique de la part des salariés » (1).

Nous voici loin de la lutte de classes, base même du syndicalisme, et aussi loin des statuts de la Fédération du Livre qui déclare toujours avoir pour but dans son article 1 « ... l'émancipation des travailleurs par la suppression du salariat. »

Mais les dirigeants de la Fédération du Livre, comme ceux du Livre Parisien, après trente ans de collaboration de classe, ne veulent plus admettre ni les leçons de l'histoire ouvrière, ni les réalités de l'époque actuelle.

C'est pourquoi on les a vu mettre tout en œuvre pour éviter l'extension de la grève à l'ensemble du Livre, ce qui aurait pris pour eux le caractère d'un désaveu absolu par la base de leur fameuse « Déclaration ».

Ainsi la Direction du Livre Parisien est intervenue officiellement dans le mouvement le 30 décembre — après plus de trois semaines de grève — et 13 jours plus tard les photograpeurs reprenaient le travail, en n'ayant obtenu que des promesses. Le bulletin de victoire publié dans l'Humanité du 12 janvier est en effet beaucoup trop optimiste. Le Livre n'a obtenu de la part des patrons que la reprise des pourparlers ; alors qu'il a obtenu en échange la reprise du travail de la part des grévistes. Qui donc a cédé le plus ? Les promesses patronales de non-sanctions ont déjà même été violées, puisque près de 200 grévistes n'ont pas été réembauchés dans leurs entreprises, sous un prétexte ou un autre. On ne peut guère parler d'une victoire dans ces conditions. Les photograpeurs comme tous les autres travailleurs du Livre doivent donc rester vigilants, car il est possible que la lutte doive reprendre sous peu. Mais la Direction du Livre porterait alors la lourde responsabilité d'avoir fait une fois de plus confiance au patronat, et trahi un mouvement à quelques jours d'une victoire nette et définitive.

W. DUNANT.

Reprise des pourparlers dans la métallurgie parisienne ?

UNE RÉUNION INTERSYNDICALE

Les discussions sur la Convention Collective de la Métallurgie Parisienne ont été rompues par les patrons à la fin Novembre 1954. Les syndicats reprennent l'offensive. La C.G.T. a pris l'initiative de réunir les organisations syndicales qui avaient participé à la discussion.

Force Ouvrière, les « Indépendants » ont répondu favorablement à cette proposition et ont décidé de faire en commun avec la C.G.T. une démarche auprès du Ministre du Travail pour que celui-ci organise la reprise des discussions. Seule la C.F.T.C. n'est pas venue à cette réunion. L'attitude de cette organisation, de plus en plus contraire aux intérêts des travailleurs, n'échappera pas à ceux-ci.

La C.G.T., Force Ouvrière, Indépendants, ont donc examiné ensemble de quelle façon le problème de la revalorisation des salaires se trouvait posé et sur quelle base la discussion avec les patrons pouvait reprendre. Disons tout de suite,

que, organiser l'unité des organisations syndicales face au patronat, c'est faire un grand pas en avant pour la solution des revendications. Mais celles-ci ne seront satisfaites que par la mobilisation des travailleurs. Et les métallos ne se mobiliseront pas sur un programme qui ne tiendrait compte ni des réalités ni de leurs aspirations.

La réalité c'est que les patrons au cours des derniers mois et particulièrement depuis Août 1953 ont lâché des augmentations de salaires dans certaines grandes entreprises occupant une place essentielle dans la lutte revendicative. Les aspirations des travailleurs, leurs revendications, sont élevées et veulent les mobiliser sur des chiffres minima sous prétexte de faciliter la discussion avec les patrons ne constitue pas le meilleur moyen pour faire aboutir leurs revendications.

LE 9 JANVIER 1905

Il y a 50 ans commençait la 1^{ère} Révolution russe

La signification essentielle du 9 janvier ne réside pas dans le cortège symbolique qui s'avance vers le Palais d'Hiver. La soutane de Gapon n'était qu'un accessoire. Le véritable acteur, c'était le prolétariat. Il commence par une grève, s'unifie, formule des exigences politiques, descend dans la rue, attire à lui toutes les sympathies, tout l'enthousiasme de la population, se heurte à la force armée et ouvre la révolution russe.

(Ce livre sur la première révolution russe a été édité par la Librairie de l'Humanité, en 1923.)

L. TROTSKY, « 1905 ».

POUR QUE 1955 SOIT L'ANNEE DU FRONT UNIQUE VICTORIEUX

Voici que vient de se terminer une année de luttes ouvrières.

Quel en est le bilan ?

1953. C'était le magnifique mouvement d'Août. C'était la montée des luttes ouvrières, les prémisses du Front Unique. La bourgeoisie tremblait.

1954 a été fertile en événements pour la classe ouvrière. Ce furent les journées de Janvier et d'Avril, les manifestations des étudiants et des fonctionnaires. Ce fut la signature de diverses conventions collectives. Ce fut l'arrêt de la sale guerre du Viet-Nam imposée par la force des masses révolutionnaires vietnamiennes. Ce furent de nombreuses luttes opiniâtres acharnées de divers secteurs de la classe ouvrière pour l'amélioration de leurs conditions de vie.

Mais les résultats n'ont pas été proportionnels aux capacités de combat des travailleurs. Aucune des conventions collectives signées n'aborde le problème des salaires. En ce qui concerne ceux-ci les travailleurs doivent se contenter de promesses et du relèvement dérisoire du salaire minimum, une aumône. En contre-partie les travailleurs payent la nouvelle orientation de l'économie bourgeoise. Concentration industrielle, productivité accrue, aide aux grosses entreprises, fermeture des entreprises « non viables » déportations de travailleurs.

Alain Le Léap, Secrétaire Général de la C.G.T. rappelle dans son message pour l'année 1955 (V.O. du 4 Janvier) : « Nous disions il y a 12 mois, l'année 1954 sera ce que les travailleurs la feront ». C'est trop facile ! Les organisations ouvrières ont une lourde responsabilité. Au début de 1954, lors des journées du 29 janvier et du 28 avril, il était beaucoup question du Front unique. On était sur la lancée des grèves d'Août 1953, on défendait en commun la revendication des 25.166 Frs devant la commission Supérieure des Conventions Collectives. Puis après la grève du 28 avril, la C.G.T. « tirant les leçons de l'expérience » change de tactique et oriente la lutte sur les revendications particulières par corporations, par localités. Nous avions dit au contraire que ce qui manquait le 28 avril c'étaient des perspectives de plus grandes luttes d'ensemble, posant le problème du gouvernement. Nous ne mettons pas toutes les organisations dans le même sac. La C.G.T. a été celle qui a insisté le plus sur la nécessité du Front Unique et a, à différentes occasions, fait des propositions en ce sens. Mais, elle était prisonnière de la politique du Parti Communiste.

Le changement d'orientation coïncide avec l'investiture de Mendès-France par les Partis Ouvriers, P.C. et P.S. La confiance ainsi accordée aux gouvernements bourgeois a pesé très lourdement sur les travailleurs et a paralysé l'action de la C.G.T. Cette manœuvre a été néfaste pour la classe ouvrière qui est contre la préparation à la guerre et qui se trouve à présent devant une préparation encore plus avancée. Les dirigeants de la C.G.T. remarquent aujourd'hui que l'on a trop négligé ces derniers temps la lutte revendicative au profit de la lutte contre le réarmement de l'Allemagne. C'est évident, parce que cette action sur la base nationaliste et chauvine que lui a donné le P.C. était inconciliable avec la lutte pour les revendications à l'entreprise.

- Une lutte contre le réarmement de la bourgeoisie allemande sur une base de classe, aurait permis :
- une véritable politique de Front Unique ouvrier ;
- la liaison avec les revendications ouvrières ;
- d'empêcher la ratification des accords de Paris ;
- de faire échec au gouvernement bourgeois.

« Aujourd'hui, au seuil de 1955, l'expérience Mendès-France est concluante pour les travailleurs. Leur réponse aux promesses de rendez-vous de dupes c'est leur lutte chez les dockers, les douaniers, les postiers, les travailleurs des cuirs et peaux, les photographeurs et dans d'autres corporations où ils ont pu arracher parfois des augmentations substantielles. Il faut aujourd'hui élever le combat à un plus haut niveau politique. Il faut unir la classe ouvrière sur une revendication commune, nationale. Reprendre les 25.166 Frs pour 173 heures, les 40 heures payées 48, les trois semaines de congé payé, le relèvement des pensions et retraites. Il faut que la C.G.T. propose aux autres organisations syndicales d'agir en commun sur un tel programme.

Réaliser le front unique du sommet à la base, envisager une action générale nationale. Parallèlement que le Parti Communiste dénonce ouvertement le gouvernement, son incurie et propose au Parti Socialiste de s'unir pour le remplacer. Nous avons dit cela, et ce que nous avons écrit à chaque moment de la lutte s'est trouvé entièrement confirmé. Nous avons déjà écrit cela et cela ne s'est pas encore réalisé, mais nos idées, les idées de la IV^e Internationale et son programme, pénètrent petit à petit et c'est parmi les meilleurs militants d'avant-garde de la classe ouvrière, ceux de la C.G.T. et du Parti Communiste qu'elles s'éclairent à la lueur de l'expérience.

P. VINCENT.

DEUX GRÈVES

Deux grèves qui ont eu lieu simultanément dans deux grandes entreprises de la région parisienne appellent une réflexion sur les caractéristiques des mouvements revendicatifs de la période. La classe ouvrière comprend la nécessité de se battre et elle désire passer à l'action. Son activité ne se ralentit pas, quelque soient les tournants de la politique des organisations ouvrières. Mais il est significatif que les travailleurs avancent d'abord leurs revendications et souvent saisissent le moindre prétexte pour ne pas ralentir leur combat contre le patronat. Que ce soit contre un changement d'horaire chez Ford-Simca, ou pour un point de boni chez Chausson, leur riposte est immédiate. Leur capacité de combat intacte.

Le manque de perspectives se fait cruellement sentir. Le noir tunnel de la confiance à Mendès-France obscurcit encore les luttes revendicatives. Il est un besoin pressant d'un programme revendicatif intéressant l'ensemble de la classe ouvrière, sur lequel on puisse proposer l'unité d'action de toutes les centrales. Il faut lier, regrouper, concentrer, l'immense vague de revendications des travailleurs et la lancer à l'assaut du gouvernement bourgeois.

P. V.

SIMCA-FORD POISSY

Contre un nouvel horaire que la direction voulait imposer, 3.000 travailleurs de chez SIMCA à Poissy (ancienne Ford) se sont mis en grève. Après avoir absorbé Ford, Simca qui caresse l'espoir de conquérir la première place sur le marché automobile français, entame la lutte pour une surexploitation accrue de ses ouvriers. Alors que déjà la productivité à l'américaine est reine dans l'entreprise la direction voulait imposer le travail de nuit pendant 10 heures consécutives. Quand on sait que la plupart des ouvriers de Poissy viennent de Paris et des environs, qu'il leur faut accomplir un trajet qui dépasse parfois deux heures, on comprendra que la réponse des ouvriers a été immédiate : ils ont débrayé en masse. Tout de suite la direction cédait sur différents points. Le service outillage voyait rétablir son ancien horaire. De plus la direction rétablissait les 8 % qu'elle avait voulu supprimer en accordant une prime de 15 % pour le nouvel horaire. Ce qui fait que les travailleurs ont obtenu les 15 % plus le maintien des 8 %.

Lundi 10 janvier les ouvriers de chez Simca-Ford ont repris le travail, compte tenu que la grève n'avait qu'un caractère d'avertissement et des différents avantages obtenus.

La direction a cédé sur l'horaire en proposant qu'il ne soit fait appel qu'à un volontariat. Ceci est manifestement une manœuvre que les ouvriers feront échouer en continuant la lutte dans l'entreprise.

Correspondant.

CHAUSSON GENNEVILLIERS

Chez Chausson à Gennevilliers on a démarré depuis le mois de septembre la fabrication de la nouvelle « Vedette Versailles ». Tous les jours, cadences de plus en plus accrues.

Octobre : 20 voitures par jour.

Novembre : 40 voitures par jour.

Décembre : 70 voitures par jour.

Mais les salaires restent les mêmes.

Jeudi 6, après avoir constaté une diminution de leur boni, les ouvriers débrayèrent spontanément. Avant que les pourparlers soient entamés avec la direction, celle-ci utilisant un procédé devenu courant lock-outait tout le reste de l'atelier. Contrairement à son désir de dresser les travailleurs les uns contre les autres, les lock-outés mis au courant des revendications de leurs camarades, se déclarèrent solidaires de ceux-ci.

La grève dura le restant de la journée et toute la journée du lendemain vendredi. Il faut comprendre que le différend portait sur une perte de salaire de l'ordre de 3 à 400 frs pour le mois, ce qui ne peut pas nécessiter deux jours de grève, mais les travailleurs ont mis à profit cette provocation de la direction pour faire éclater leur mécontentement contre les salaires qui ne bougent pas, les cadences de plus en plus impossibles, l'atmosphère de baigne de plus en plus accrue. C'était la goutte qui fit déborder le vase. Bien sûr la grève ne pouvait pas s'éterniser, mais la direction a vraiment été surprise.

Le lundi elle cédait. Le travail reprenait. Les grévistes étaient malgré tout satisfaits. Pas de rancœurs chez les lock-outés. Ce fut un simple épisode de la lutte de classe, la lutte de tous les jours sur le front de Poissy.

Correspondant.

DANS LES PRODUITS CHIMIQUES

UNE SITUATION AMBIGUE

Dans sa recherche de la « paix sociale », le gouvernement Mendès-France préconise la conclusion d'accords entre patrons et ouvriers et la signature de conventions collectives.

Dans cet esprit un accord de salaires vient d'être conclu entre les syndicats signataires de la convention collective de la « grande industrie chimique » et le syndicat patronal. Cet accord est bien entendu fait en dehors de la C.G.T. qui reste (et de loin) l'organisation la plus représentative des travailleurs des chimiques. L'opération ayant si bien réussi dans les industries chimiques, une manœuvre semblable est sur le point d'aboutir dans les Pétroles, avec F.O., C.G.C., C.F.T.C. et C.G.S.I.

La C.G.T. essaye de pallier à cette

situation en dénonçant près des travailleurs la trahison de ces syndicats. Mais bien qu'elle soit la confédération la plus forte, la C.G.T. ne réussit pas à mobiliser les travailleurs pour retourner une situation nettement défavorable à ces derniers.

Dans la métallurgie, l'U.S.T.M. n'a pas hésité à s'engager en signant une convention imparfaite mais qui lui permet de préserver l'unité et de ne pas rester isolée.

La Fédération des chimiques devrait-elle en faire autant dans les pétroles et la « grande industrie chimique » ? Quelle ligne d'action adopter pour tenter de remédier aux difficultés actuelles ?

C'est ce que nous étudierons dans notre prochain article.

P. CASSADE.

LA VÉRITÉ DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE SECTION FRANÇAISE DE LA 4^e INTERNATIONALE

PALAIS BOURBON - LUXEMBOURG

SUITE DE LA PREMIERE PAGE.

la politique du pays. Elle se montrait prête à accepter n'importe quoi sur d'autres plans, pourvu que la diplomatie du Kremlin y trouve son compte : c'est là la signification profonde des votes de confiance à Mendès-France en juin et juillet 1954. Le résultat, c'est que la bourgeoisie s'est moquée d'elle et que les masses se trouvent désorientées. L'échec est patent, mais on poursuit : après le Palais-Bourbon le Luxembourg, où siège ce Sénat, créé précisément pour résister d'avantage que l'Assemblée nationale, au cas où celle-ci serait trop sensible à la volonté des masses.



Cette situation lamentable, créée par la trahison, l'impotence, la courtoisie des directions des masses ouvrières, donne un tout petit peu de marge au capital, mais ne lui permet pas de renverser le rapport des forces. La situation, telle que l'a révélée le mouvement élémentaire d'août 1953, peut se transformer assez rapidement, car la politique atlantique — en se poursuivant après les accords de Paris — va accroître la tension non seulement à l'échelle internationale, mais à l'échelle nationale : il y aura des crises bien plus graves que celle qui se manifeste dans le P.S. La situation peut se transformer, et les masses se lancer avec vigueur dans une lutte contre laquelle la bourgeoisie ne trouvera pas de forces à opposer. Mais pour cela il faut que changent les rapports entre les deux plus importantes fractions de la classe ouvrière et que celle-ci ait une perspective.

Le conflit dans le P.S. doit, plus que jamais, inciter à mettre un terme aux mesures de débauchage individuel que comporte la pseudo tactique de front unique du P.C. Comme au lendemain du coup de force du 6 février 1934, les militants des deux partis ouvriers doivent forcer la main à leurs directions, les obliger à tourner, les contraindre à s'entendre sur un programme commun de défense des intérêts des travailleurs, pour une lutte pour un gouvernement du P.C. et du P.S. pour réaliser ce programme. Ce n'est pas une utopie car à la veille du 6 février 1934, les rapports des deux partis ouvriers n'étaient guère différents de ceux d'aujourd'hui, et les dirigeants des deux partis ne valaient guère davantage qu'aujourd'hui (certains sont encore là).

Mais en 1934 la volonté des militants de base a prévalu, s'appuyant sur la volonté des grandes masses.

Le jour où la volonté unitaire des masses et des militants aura forcé les deux partis à agir en commun, les masses bougeront autrement mieux que pour ces délégations qui vont tirer les sonnettes des « notables » de la politique bourgeoise, et les résultats seront tout différents.

Pierre FRANK.

P.S. — La radio et la presse bourgeoise avaient annoncé que le dimanche 16 Janvier, dans son discours de Romorantin, J. DUCLOS avait préconisé la formation d'un « Front ouvrier et paysan » avec la participation des communistes et des socialistes.

L'Humanité du 18-1-55 s'est empressée de rassurer les bourgeois qui auraient pu voir là l'ébauche d'une véritable politique de Front Unique du P.C.F. et qui avaient tout lieu de s'en inquiéter. « Il s'agit là » dit l'Humanité « d'une formule inventée de toutes pièces », ce qu'il faut, c'est toujours « l'union la plus large de toutes les forces nationales et démocratiques », etc... etc..

Tant mieux pour les bourgeois, tant pis pour les ouvriers et les paysans !

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM Prénom

Profession Adresse

Abonnement Je vous adresse la somme de

ABONNEMENTS :

1 AN: France: 300 fr. - Etranger: 500 fr.

Sous pli fermé: 600 fr.

Envoyer le bulletin ci-dessus et régler par mandat ou en timbres-poste à « La Vérité des Travailleurs », 64, rue de Richelieu, Paris (2^e).
C.C.P. 6965-68 PARIS

SUR LA VOIE DE LA GUERRE

SUITE DE LA PREMIERE PAGE.

side pas seulement dans la nécessité pour lui de chercher dans la course aux armements, puis la conquête de marchés rivaux, une issue à la crise qui le menace. De plus en plus, elle est pour lui l'unique alternative à l'énorme montée des masses qui d'Orient en Amérique Latine, risque de restreindre de plus en plus le champ d'action capitaliste déjà amputé de l'U.R.S.S., de la Chine, du Nord Vietnam et des démocraties populaires d'Europe.

Il s'accroche à l'Amérique Latine et Centrale : Pas de « coexistence pacifique » avec le peuple du Guatemala en lutte contre l'United Fruit Co.

Et l'Europe ? Face à l'économie montante des démocraties populaires de l'Est, le demi-continent occidental stagne dangereusement. Les masses, d'Angleterre en Italie, ne cessent de poser audacieusement leurs revendications de mieux-être, leur refus de toute politique de guerre. L'Allemagne divisée est actuellement le point névralgique du monde.

Consolider l'Europe pour le capitalisme, c'est avant toute chose consolider l'Allemagne de l'Ouest sur laquelle s'exerce dangereusement l'attraction de l'autre Allemagne. Washington sait que dans l'éventualité d'une réunification allemande, il joue perdant. Il lui faut à tout prix maintenir la division et permettre à la bourgeoisie allemande de l'Ouest de raffermir son Etat, de mater les travailleurs allemands au premier rang de la lutte contre son réarmement.

C'est cela en premier lieu le sens des 14 divisions allemandes des accords de Paris.

Ce sont les 14 divisions de la Contre-Révolution, les 14 divisions de guerre contre le prolétariat allemand afin de permettre aux U.S.A. de compter sur un allié ferme au centre de l'Europe.

CE N'EST PAS LA GUERRE FRANCO-ALLEMANDE QU'ILS PREPARENT, MAIS LA GUERRE DE L'IMPERIALISME COALISE CON-

TRE L'U.R.S.S., LA CHINE, LES DEMOCRATIES POPULAIRES.

Le réarmement de l'Allemagne de l'Ouest c'est la confirmation crue de l'analyse que notre internationale a faite dès 1951 à son 3^e congrès mondial. Nous disions :

EN DEPIT DES ZIG-ZAGS DE SA POLITIQUE, L'IMPERIALISME, AUQUEL LA MONTÉE REVOLUTIONNAIRE DANS LE MONDE ENTIER PORTE ET PORTERA DES COUPS DE BOUTOIR SANS CESSER PLUS DURS, EST ENTRE DANS UNE PHASE IRREVERSIBLE DE PREPARATION INTENSIVE A LA GUERRE. DANS UNE TELLE SITUATION, AUCUN COMPROMIS DURABLE NE PEUT ETRE ENVISAGE ENTRE LUI ET LES ETATS OUVRIERS, L'U.R.S.S. EN TETE. LA REVOLUTION SANS CESSER MONTANTE D'ORIENT EN OCCIDENT, ET LA MENACE DE CRISE ECONOMIQUE AUX U.S.A. NE PERMETTRONT PAS DE TROUVER DE MONNAIE D'ECHANGE POUR UN TEL COMPROMIS.

Seules les masses travailleuses, celles d'Allemagne en tête, peuvent empêcher que ce réarmement ne devienne effectif. Pour cela elles ont besoin d'autre chose que les bavardages sur la coexistence pacifique. Elles ont besoin d'être armées par une perspective claire des visées impérialistes et non désarmées par des illusions pacifistes. Elles ont besoin d'être unies dans le combat commun par une juste politique de Front Unique national et international entre leurs organisations, P.C. et P.S. d'Europe en premier lieu et non divisées par une politique sectaire et chauvine.

L'appel du Parti Socialiste allemand ne doit pas rester sans lendemain.

UNE CONFERENCE OUVRIERE INTERNATIONALE de lutte contre la guerre et d'aide au prolétariat allemand dans son combat doit être organisée.

Les militants des Partis Communistes et des Partis Socialistes et tous les militants ouvriers conscients œuvreront pour qu'elle se réalise.

La guerre qu'ils préparent

LA STRATEGIE DE DEMAIN

Les événements survenus en 1954 ont obligé les cercles dirigeants des Etats-Unis à discuter de leur stratégie mondiale. Les différents responsables de l'armée et de l'administration se sont affrontés violemment dans la coulisse pour savoir quelle orientation suivre en Asie face aux progrès des masses. Quelle attitude avoir vis-à-vis des alliés européens, etc... En même temps la presse parlait d'une nouvelle politique américaine essentiellement

« pacifique ». Il est certain que Washington insiste beaucoup à l'étape actuelle sur la coexistence, la coopération économique, etc... Mais nombreux sont les partisans de l'intervention directe en Chine, au moins signe, et Eisenhower a rappelé les visées à long terme de la bourgeoisie lorsqu'il a dit dans son message de Noël, « il ne faut pas croire que les Etats-Unis recherchent la paix à tout prix, nous nous refuserons à toute concession honteuse ».

OPPRESSION NATIONALE

L'île de Chypre constitue une base stratégique de première importance dans la Méditerranée. La Grande-Bretagne qui y a développé des centres militaires la considère comme partie intégrante de son territoire. Ce sentiment s'est renforcé depuis l'évacuation du canal de Suez. La population chypriote mène depuis plusieurs années une lutte acharnée pour le départ des impérialistes britanniques. Récemment une plainte soutenue par la Grèce a été déposée aux Nations Unies. En même temps des manifestations de masse se déroulaient dans l'île. Mais après une diversion de la Turquie, l'O.N.U. a rejeté l'appel. Les Etats-Unis oubliant leur vocation « anti-colonialiste » ont entièrement soutenu la position anglaise. Belle manifestation du front unique des impérialistes pour la défense d'une base nécessaire à la préparation à la guerre !